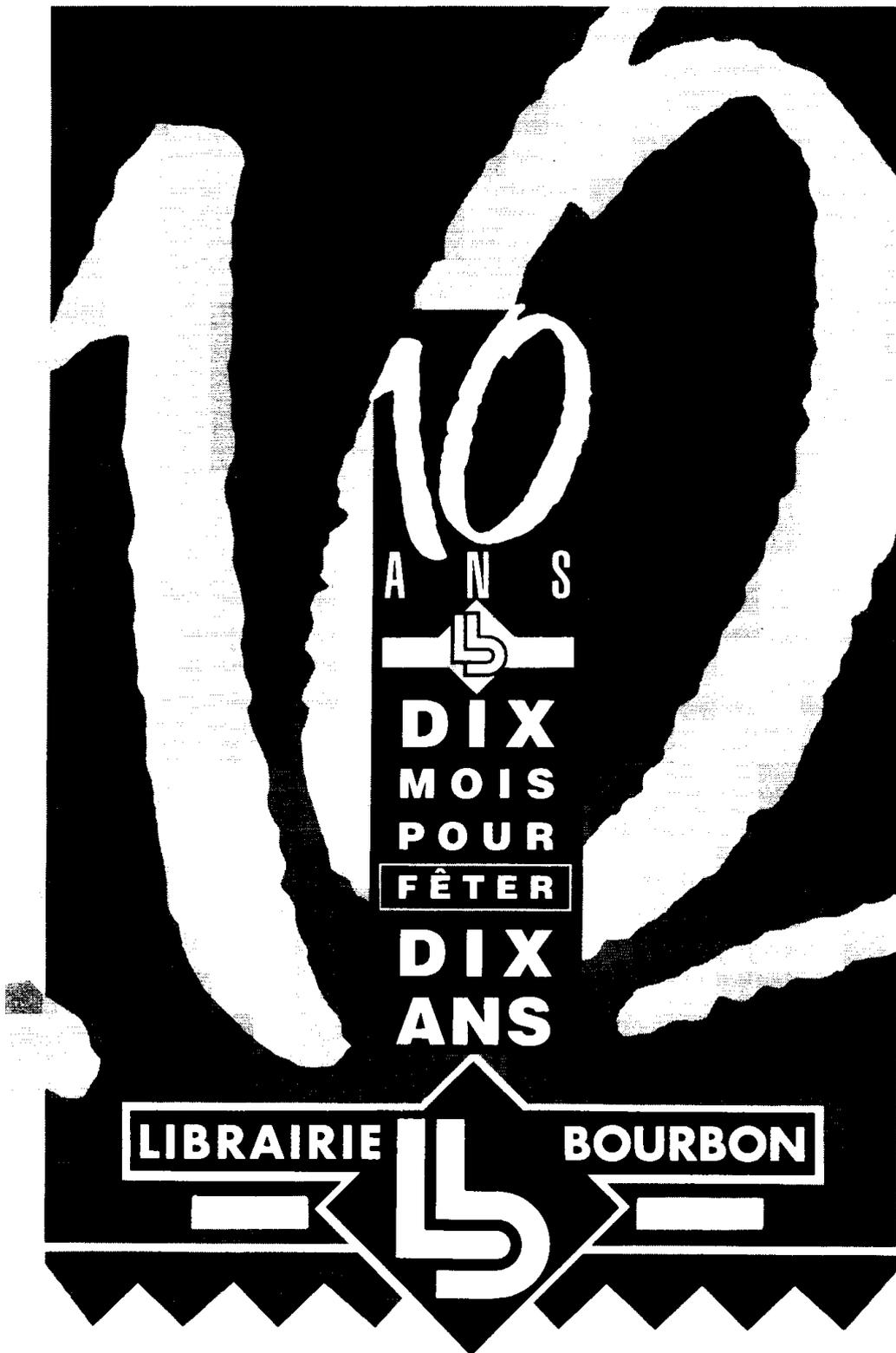


BULLETIN DE LIAISON DES ANCIENS DE L'ATHÉNÉE

### Sommaire

Editorial.....	page 1
L'agriculture.....	page 3
A propos l'Europe.....	page 23
Activités sportives.....	page 28
Examen de fin d'études 1990.....	page 30

1 9 8 1 - 1 9 9 1



11, rue du Fort Bourbon L-1249 Luxembourg ▷ tél.: 49 22 06 ◁

## LES JARDINIERS

Comment appeler ceux qui font la culture avec grand C? C'était la question que nous nous sommes posée dans notre dernier éditorial. Cette fois-ci nous avons l'intention de parler des agriculteurs, des paysans, des cultivateurs! On voit que nous avons l'embarras du choix! Est-ce qu'il y a une nuance entre les trois termes? Et entre eux et une quatrième expression: les jardiniers? C'est cette dernière que j'ai choisie.

Mémorable, la table ronde sur "*L'agriculture luxembourgeoise, une activité crépusculaire ?*" que nous présentons dans ce bulletin. Notre propos était d'interroger les participants et le public pour savoir si l'avenir de la paysannerie luxembourgeoise était celui d'une agriculture intensive à gros investissements et à grand rendement plutôt que celui d'une agriculture spécialisée à la recherche de cultures originales, peu courues ou de produits particuliers en ce qui concerne les méthodes de production, donc d'une façon ou d'une autre de haute qualité. Mais j'avais proposé une dernière possibilité: Le paysan ne sera-t-il pas un jour le jardinier de la Nation? Il entretiendra ses terres, ses prairies selon des méthodes anciennes ou modernes, il élèvera quelques vaches, quelques chevaux, des porcs, des moutons, des poules, des lapins et que sais-je encore, le tout afin de décorer le paysage. Il se moquera complètement du rendement, car il sera rémunéré au mois par l'Etat ou la Commune. Bref, il sera pour le paysage campagnard ce que le cantonnier est pour les routes et le jardinier-fleuriste pour les parcs. Il sera également un peu un gardien de Musée.

Mais dans ce cas d'où allons-nous tirer notre nourriture? Bonne question! Nous savons que notre pays est une région défavorisée aussi bien du point de vue des terres que du climat, Bruxelles dixit. Alors nous allons tout importer d'ailleurs. Chose curieuse, la population de la terre ne fait que croître, la famine s'étend, la désertification de la terre augmente. La science sait tout, la technique peut tout! Alors la solution est toute trouvée: On va cultiver industriellement des algues, leur ajouter un goût, une étiquette en anglais: flavored... Et vous allez déguster des algues au goût de boeuf, de jambon d'Ardennes, de Munster, des algues au citron... Les boissons ne seront pas en reste: Connaissance de la physiologie alimentaire obligeant, nous allons les mélanger d'électrolytes, tels que Bartali les ingurgitait pendant son Tour de France. Elles seront tonifiantes, équilibrées, mais attention au goût de Châteauneuf-du-Pape. Cher lecteur, ne lisez aucune allusion à l'admiration que Bartali vouait au Pape!

Ainsi Huxley et Chaplin nous regarderont de l'Au-delà prisonniers de notre illusion du Meilleur des Mondes.

Mais trêve de plaisanterie: deux idées nous restent à développer.

Quel avenir pour notre paysage, notre qualité de vie? Où seront les paysages, les qualités de vie des générations futures? Voilà une bien lourde responsabilité, en sommes-nous suffisamment conscients? Quel sera notre choix? Une industrialisation infinie et indéfinie, une motorisation fournissant confort et bruit, ou alors un paysage paisible, sain, agréable à vivre?



Le choix nous incombe, il ne faut pas le retarder, la décision à prendre nous pèse, mais elle est urgente, car si la nature a un potentiel immense de régénération, il y a pourtant des limites.

D'ailleurs, sommes-nous vraiment heureux de bouger continuellement, fonçant à droite et à gauche? Juifs Errants, incapables de voir ce qui est beau, d'écouter ce qui est intéressant et agréable.

Pourquoi ne préférons-nous pas une petite promenade, des réflexions, des rêves tout en écoutant pieusement le chant des oiseaux? On dirait que l'être humain ne peut se détacher de l'attrait de l'Apprenti Sorcier.

Ce dont je suis convaincu, c'est que nos agriculteurs, cultivateurs, paysans, quel que soit le vocable choisi, nous aideront dans notre décision avec leur volonté calme, leur force, leur conviction intime, leur amour de la terre.

Depuis quelques années, nous avons proposé à nos membres des tables rondes d'actualité, des sujets brûlants, les concernant les uns, les autres, tous: la Presse, la Sécurité, les Sports, l'Horizon 2000. Notre public était toujours de qualité, sans doute, attentif, mais plutôt maigrichon, pour ne pas dire clairsemé. Lors de la table ronde sur l'agriculture, à côté de notre vingtaine d'adeptes fidèles, incontournables, assidus, nous avons vu arriver plus de 300 paysans, décidés, attentifs, bien au courant de leurs problèmes, passionnés dans la discussion.

Adieu cette minable idée du "domme Bauer". Ils sont et resteront la force vive de la nation. Bien sûr, ils regardent l'avenir avec inquiétude, mais leur clairvoyance est convaincante, ils méritent notre respect et notre confiance.

Voilà l'enseignement d'une table ronde sans réponses aux questions, mais aux conclusions bien rassurantes.

J.M.

## TABLE RONDE:

# ***L'Agriculture en l'an 2000, une activité crépusculaire?***

Cette table ronde a été organisée en collaboration par l'A.A.A et les "Anciens du Lycée Technique Agricole" d'Ettelbruck et pour cette raison Monsieur FELTGEN, directeur du Lycée Technique Agricole, est le modérateur de ce soir.

Personnellement je suis content que, pour une fois, lors d'une table ronde, je puisse adresser la parole à un grand nombre d'amis et j'espère que cette soirée sera très intéressante. Nous avons choisi comme sujet: "*L'agriculture, un secteur économique crépusculaire?*"

A l'image d'un livre de Knut HAMSEM (*Der Segen der Erde*), que jeunes étudiants, nous avons lu, les plus âgés d'entre nous se souviennent d'une agriculture autre que celle qu'on connaît aujourd'hui: nous y avons vu le paysan comme une sorte de pionnier, labourant aisément ses champs avec son cheval et sa charrue, nous l'avons vu *<semant à tout vent>*.

Mais un jour au cours de la 2<sup>ième</sup> partie de ce siècle, tout a changé: soudain on a vu le paysan parcourir la campagne sur un tracteur énorme; il avait des moyens mécaniques très étendus et il a commencé à utiliser des produits chimiques. Son but était de produire... toujours plus et le moins cher possible.

Ce changement n'est pas resté sans conséquences: on a commencé à se poser des questions. Et surtout ce bouleversement a apporté un changement du paysage et un changement de la mentalité des gens et du paysan.

En outre, on ne doit pas oublier qu'en 1960 quelque 9000 entreprises agricoles existaient chez nous, alors qu'aujourd'hui (d'après un journal), il n'en reste plus que 3700. En l'an 2000, on n'en compterait plus que 1700. L'agriculture est devenue une affaire d'Etat; et si l'on parle aujourd'hui de "marathon" au Luxembourg, on pense autant à Monsieur Fischbach qu'à Danièle Kaber.

Enfin, on doit savoir que notre région est une région agricole *<protégée>*, c.-à-d. nous devons être conscients que notre pays n'est pas idéal pour l'agriculture: la terre n'est pas très fertile et le climat est assez défavorable. Toutes ces données nous ont incités à nous poser certaines questions qui, en résumé, sont celles-ci:

Quel est l'avenir de notre agriculture ? Est-ce qu'on se dirige vers une agriculture de plus en plus performante, c.-à-d. qui produit de plus en plus de moins en moins cher, ce qui forcera à l'abandon certains fermiers ou alors nous dirigeons-nous vers une agriculture toujours plus spécialisée, qui fournira toujours plus de produits spécialisés, chers sans doute, mais de meilleure qualité (produits biologiques)? La troisième possibilité est la suivante: le paysan ne deviendra-t-il pas peut-être en l'an 2000 le jardinier de l'Etat qui sera tout simplement une sorte de gérant de la terre, chargé de sauvegarder des biotopes... qui sera en tout cas très éloigné de l'idée traditionnelle qu'on se fait de l'agriculteur.

Pour répondre à toutes ces questions, nous avons invité des personnalités qui connaissent bien ces problèmes: le Ministre de l'agriculture, Monsieur Fischbach; Mademoiselle Noesen, agricultrice; Monsieur Marcel Haas, ancien de l'Athénée, membre de notre comité, directeur du laboratoire du service agricole; Monsieur Feider, agriculteur; Monsieur Arendt, qui est agriculteur à Pétange et qui a fait des études secondaires au Lycée de Garçons puis aux Cours Universitaires ainsi qu'à Huerenheim; Monsieur Mirgain, ingénieur agricole ayant fait ses études aux Cours Supérieurs et à l'Université Catholique de Louvain, et enfin Monsieur Feltgen, membre de l'A.A.A., directeur du Lycée Technique Agricole d'Ettelbrück, qui, lui aussi, a fréquenté les Cours Supérieurs puis les Universités de Nancy et de Paris.

Monsieur Feltgen va animer ce débat: Dans un premier temps, les différents participants vont exposer leurs points de vue. Dans un deuxième temps, toutes les personnes présentes dans la salle auront la possibilité de participer à la discussion, ensuite nous en tirerons la conclusion. Je vous souhaite une soirée intéressante et je donne la parole à Monsieur Feltgen.

Norbert FELTGEN: Je voudrais tout d'abord vous remercier d'être venus si nombreux, car on prétend toujours que ceux qui sont concernés par certains problèmes s'en désintéressent le plus. Mais par votre présence, vous démontrez votre intérêt pour les problèmes de l'agriculture et je me réjouis tout particulièrement de voir beaucoup de jeunes, de futurs agriculteurs donc, qui eux aussi sont concernés. Je remercie aussi l'A.A.A. pour avoir proposé ce sujet, donnant ainsi aux agriculteurs la possibilité de chercher ensemble une solution aux questions que vient d'évoquer Monsieur le Dr Mersch. Il faut bien savoir que nous tous sommes concernés par les problèmes de l'agriculture, car n'oublions pas que notre nourriture est le plus souvent un produit agricole et que notre environnement dépend des fermiers.

En outre, on oublie trop souvent que les agriculteurs ont accompli pour les consommateurs un énorme travail au cours de ces dernières décennies, en produisant de la nourriture très bon marché. Si on peut en croire les chiffres publiés par les journaux, en 1948 une famille moyenne dépensait les trois quarts de son revenu pour la nourriture. Aujourd'hui il semble que ce soit moins de 20%. La somme énorme qui résulte de la différence entre les dépenses pour la nourriture de jadis et d'aujourd'hui est investie dans l'économie. Ceci est donc la démonstration que nos agriculteurs ont beaucoup contribué à l'évolution de notre économie. Mais il existe de sérieux problèmes dans l'agriculture, et pour pouvoir les résoudre, il faut d'abord bien les reconnaître. Nous savons que l'agriculture est dans une crise grave, c'est pourquoi j'espère qu'on trouvera bientôt les bonnes solutions aux problèmes qui se posent, à savoir:

- 1) le nombre d'entreprises agricoles est en régression,
- 2) la différence de revenus avec d'autres groupes professionnels augmente,
- 3) le nombre de jeunes prenant la succession dans les entreprises agricoles baisse,
- 4) les jeunes fermiers ne trouvent plus de femmes à épouser et, en conséquence, n'ont pas de successeur.

Enfin, étant donné que l'évolution technologique et biotechnologique est très rapide, on peut se poser la question si l'agriculture luxembourgeoise est capable de suivre. Jamais encore le budget de l'Etat n'a mis de tels moyens à la disposition de l'agriculture, mais jamais encore le mécontentement n'était aussi

grand chez les fermiers. Est-ce que tous ces instruments qui servent à améliorer l'agriculture ne nous conduisent pas dans une impasse? Est-ce que l'agriculture luxembourgeoise a une chance de survie en l'an 2000? N'est-elle pas un "secteur économique crépusculaire", c.-à-d. un secteur où il commence à faire nuit?

Il y a quelques jours, on m'a posé la question suivante: "Est-ce que nous avons encore besoin d'une agriculture? Est-ce qu'on s'en apercevrait, dans la CEE ou au Luxembourg, si dès aujourd'hui au Luxembourg on ne produisait plus d'aliments?" Je pense que nous tous ici nous savons qu'on s'en apercevrait, et comment! On remarquerait alors ce que représente l'agriculture. Nous aurions beaucoup de problèmes, comme p.ex. l'entretien de notre paysage ou l'économie. En théorie, on pourrait dire que l'équilibre socio-culturel serait détruit. L'agriculture est un secteur dans lequel la vie et le travail sont étroitement imbriqués et ceci crée une mentalité et un noyau de gens dans notre société dont celle-ci a probablement besoin pour se renouveler. Un autre aspect de la question est celui de la particularité luxembourgeoise: s'il ne produit plus ses propres aliments, une grande partie de la personnalité d'un pays se perd. On peut se poser la question si le Luxembourg ne cesserait pas d'exister s'il perdait ses quelques pour-cents (politiquement parlant) d'agriculteurs. Le Dr Mersch a déjà cité le problème du développement de l'agriculture. En 1950, p.ex., nous avions 11500 entreprises, aujourd'hui, nous n'en avons plus que 3600. Un agriculteur moyen possédait alors 12 hectares, aujourd'hui on en est à 35 et si nos prévisions sont justes, nous en arriverions, dans une bonne douzaine d'années, à 100 hectares. En ce qui concerne l'élevage, la production dans les années 50 était nettement supérieure à celle d'aujourd'hui. Dans le domaine de l'horticulture, nous n'en sommes même plus à 10 % de la consommation luxembourgeoises. En outre les moyens techniques des années 50 ne sont pas comparables à ceux qu'on emploie aujourd'hui et je pense que le développement exerce naturellement une pression supplémentaire sur l'agriculteur: ce dernier doit pouvoir suivre. Nous devons voir la réalité en face et coopérer pour trouver des solutions. Nous sommes tous concernés.

Quelques questions que vont préciser les participants de la table ronde de ce soir sont celles-ci: Est-ce que les consommateurs participeront si on leur demande une contribution p.ex. quand il s'agit de la qualité des produits ou de l'environnement. Qu'en est-il des problèmes suivants: progrès technique, concurrence, environnement, aide financière de l'Etat, surplus, possibilités d'action de l'agriculteur...? Le premier orateur sera Monsieur Guy Feider, membre de la Chambre d'Agriculture.

Guy FEIDER: Tout d'abord je voudrais signaler que je ne suis pas ici ce soir comme représentant de la Chambre d'Agriculture parce que celle-ci n'avait pas encore la possibilité de donner son point de vue sur tous les problèmes de l'agriculture. Je voudrais tout de suite ajouter une remarque à ce qui vient d'être dit: le contact entre les agriculteurs et les autres habitants d'un village a souffert. Voilà une raison pour laquelle les agriculteurs devraient s'ouvrir, se présenter au public, ce que l'on fait ce soir.

Mon exposé est divisé en trois parties:

- 1) l'image de l'agriculteur et de son métier,
- 2) l'aspect social,
- 3) l'aspect politique.

Tout d'abord donc le premier aspect: L'image de l'agriculture. L'image qu'on se fait de l'agriculteur dans la société a souffert et je pense, qu'étant fermier, il faut savoir montrer pourquoi on l'est devenu.

Il n'y a pas d'autre profession qui a autant de facettes que le métier d'agriculteur: ce n'est pas seulement un moyen de gagner sa vie, mais c'est aussi une mentalité, un mode de vie. C'est une profession créative, on est intégré dans la nature, on obtient des résultats et on n'arrête jamais d'apprendre de nouvelles choses, donc on ne s'ennuie jamais. Pour moi, c'est aussi la profession la plus importante dans la société, car personne ne peut se passer de nourriture. Monsieur Feltgen l'a déjà dit: la contribution de l'agriculture à l'économie nationale diminue, mais on ne doit pas oublier que la profession d'agriculteur est à la base de nombreuses activités économiques. Donc, cette profession a plus d'atouts qu'on ne le croirait. Les jeunes agriculteurs, on le voit souvent, se distinguent par leur dynamisme, leur idéalisme et un sens de la coopération peu fréquent dans les autres professions. Pourtant on constate la diminution du nombre des entreprises agricoles comme on vient déjà de le montrer. Pourquoi cette diminution? La première raison est que beaucoup d'entreprises sont de petites entreprises. Beaucoup d'entre elles n'ont pas de chance de développement. La seconde raison est que le revenu de l'agriculteur est assez minime (30 à 40% de moins que dans d'autres professions comparables). On a besoin d'un capital assez important; il y a beaucoup de risques: la nature, le temps qu'il fait; il y a peu de temps libre, peu de loisirs, le conflit des générations dans les familles de fermiers est aussi un des problèmes auxquels les jeunes sont confrontés, et il y a, de toute façon, dans la société une tendance générale de recul face à l'agriculture. Donc cette profession est attractive, mais elle a des inconvénients.

J'en viens à l'aspect social; je l'ai déjà dit, l'image de l'agriculteur a souffert. Je ne citerai que quelques mots-clés: le surplus, la politique agricole de la CEE, le budget de la CEE, les hormones...

Tout ça crée une mauvaise image de marque chez ceux qui ne font pas partie de la profession. Un autre problème est constitué par les médias. En parlant avec les gens, on sent que ce qu'ils savent de l'agriculture, ils l'ont appris par les médias, vu à travers les lunettes des journalistes, qui eux non plus ne sont pas du métier et qui souvent transmettent une idée fautive de l'agriculture. Souvent il y a aussi un besoin de sensationnel, de scandale et parfois l'information objective se fait rare et nous avons peu de moyens pour nous défendre. Peu à peu on voit donc que le fermier devient une personne marginale dans la société. On ne le comprend plus et souvent même, on le montre du doigt, bien que ce ne soit pas de sa faute si des problèmes ont surgi. Le contact entre les agriculteurs et les autres membres de la société a disparu et surtout dans les questions concernant l'environnement, on voit souvent des gens qui veulent participer à la discussion parce qu'ils ont lu <quelque chose quelque part>.

Je pense que ces problèmes devraient être résolus par des spécialistes et que l'on ne devrait plus procéder d'une manière aussi peu professionnelle comme on l'a souvent fait dans le passé.

En outre, on constate que le consommateur n'est pas conséquent; on voit que chaque citoyen dans le pays, dans la société a une part de responsabilité dans les difficultés de l'agriculture. Monsieur Feltgen a dit qu'en moyenne 16% du revenu d'un ménage sont dépensés pour la nourriture; voilà proprement la performance de l'agriculture dans la société. Cela se dit d'une manière plus directe: notre niveau de vie élevé a été bâti sur le dos des fermiers. Beaucoup de

gens ont perdu le sens pour l'essentiel et, peu à peu, l'agriculteur est poussé à l'écart par un manque de contact et de communication. Ceci se reflète naturellement aussi sur le plan politique et j'en viens à l'aspect politique du problème. Si le nombre d'individus travaillant dans l'agriculture diminue, il est logique que leur poids politique diminue aussi. Néanmoins il existe toujours un ministre de l'agriculture et un secrétaire d'Etat, mais souvent on a l'impression qu'il ne se passe pas beaucoup, excepté les discours et les promesses, particulièrement avant les élections. Le contact entre la politique et notre profession a beaucoup souffert ces dernières années. La force politique de la profession n'est plus capable de soutenir la concurrence. La politique suit le chemin de la plus petite résistance comme on le voit, p.ex., dans le problème de la collectrice du sud, où on a pris la décision de construire cette route, aux dépens des agriculteurs qui ont été traités en quantité négligeable. Voilà la vérité qu'on subit chaque jour. D'accord, on nous accorde des entrevues, on nous donne souvent raison dans notre argumentation, mais le résultat nous est toujours défavorable. En plus, la politique n'a pas de conception globale concernant l'avenir de l'agriculture. C'est le reproche le plus important que nous lui faisons: quel est le chemin que doit prendre l'agriculture dans les prochaines années? On devrait être d'accord que le premier but à atteindre doit être l'entreprise familiale. En effet, celle-ci garantit le mieux la qualité de la nourriture, la protection de l'environnement et la protection du paysage culturel.

Le deuxième but vise à garder assez d'entreprises et donc à garantir à tous les jeunes la possibilité de pouvoir continuer le métier. On entend trop souvent dire qu'on devrait tout faire sur une grande échelle, dans de grandes entreprises... Cela est faux. Je pense que tout jeune désirant continuer dans la profession devrait en avoir la possibilité. Les points importants à observer dans ce contexte sont d'abord la formation, puis la prise en charge de l'héritage, troisièmement les investissements après installation et, ce qui est très important, la diversification de notre production. En plus, la vente de nos produits doit être assurée et, là encore, il reste beaucoup à faire. La condition pour réaliser une telle conception est que le contact entre la profession et les politiciens soit parfait. Il faut préciser que ce problème traîne en ce moment et qu'il faut le résoudre avant 92, avant que le marché commun n'entre dans les faits. Je dois dire que nous avons des doutes en ce qui concerne justement 1992. Il faut que les agriculteurs luxembourgeois réussissent à rester compétitifs dans l'Europe de demain. Voilà donc les problèmes que je pose. Je veux ajouter que ces problèmes nous concernent tous, agriculteurs ou non. C'est là-dessus que je termine mon exposé.

L'orateur suivant de notre table ronde est Marcel Haas, qui n'est pas engagé dans la politique, mais qui connaît l'agriculture du point de vue technique, parce qu'il est directeur du laboratoire d'Ettelbrück. Monsieur Haas, Vous avez la parole.

Marcel HAAS: Je voudrais aborder les problèmes du point de vue de l'ingénieur. Nous faisons des analyses et les résultats des analyses sont exprimés en mg ou même en ppm et nous pourrions dire "le reste ne nous intéresse pas". Nous faisons notre analyse, publions un bulletin et c'est tout. Non, les problèmes sont trop graves. Je vais vous exposer mes points de vue: Je n'ai pas encore entendu ce soir le terme, pourtant si important, de "Deckungsbeitrag". Qu'est-ce que le "Deckungsbeitrag"? Eh bien, c'est la différence entre la valeur brute en termes d'argent d'une production agricole brute et la somme qui a été dépensée pour la cette même production. J'ai une brochure en mains qui dit ceci: Le "Deckungsbeitrag" en moyenne par entreprise dans la CEE:

en Hollande 107 000 DM  
en Angleterre 102 000 DM  
en France 50 000 DM  
au Luxembourg 46 000 DM

Ceci est un indice qui montre que quelque chose ne va pas. Tout le monde pense qu'ici au Luxembourg nous avons de jolies fermes en bonne santé, mais si on lit cette brochure on constate que parmi les 85000 fermes qui ont le plus grand "Deckungsbeitrag", il n'y a aucune ferme luxembourgeoise. C'est significatif! On parle aussi beaucoup de la surproduction, mais qui en est responsable? Je lis dans une autre brochure: céréales: les pays surproducteurs: en premier: l'Angleterre, en deuxième: l'Irlande, en troisième: la Grèce. Le Luxembourg est absent de cette liste. Un domaine où le Luxembourg a gagné du terrain, c'est celui du colza. Et puis concernant l'argent public en faveur de l'agriculture par ferme: la Hollande reçoit 37000 Ecus, la Belgique 28000, le Luxembourg 17000. Cela fait par hectare de terre agricole pour le Luxembourg 620.000 F. On doit se poser la question: quelle est la raison de cela? Notre devoir est de contrôler la qualité. La quantité augmente toujours. (Exemples sur le rétroprojecteur). Mais là où je vois le plus grand problème d'après les statistiques, c'est qu'un fermier luxembourgeois gagne 11300 Ecus, un Hollandais 25000 Ecus, un Danois 23800 Ecus, un Portugais 5000 Ecus. Monsieur Haas cite encore le problème de l'accroissement en valeur où l'agriculture luxembourgeoise est bien mal placée et dit que beaucoup d'industries, qui auparavant ne travaillaient que dans d'autres domaines commencent aussi à pénétrer l'industrie agricole (Tirlemont autrefois producteur de sucre, fait maintenant aussi des plats cuisinés).

Quoi d'autre? En Amérique, l'agriculture refléurit. Des bénéfices énormes sont faits dans les industries agroalimentaires, qui auraient la possibilité d'acheter de grands domaines dans l'agriculture. En France, le même phénomène se produit. Est-ce que ces industries sont assez puissantes pour tout acheter bientôt même chez nous?

C'est maintenant au tour d'Eliane Noesen qui va évoquer les problèmes quotidiens d'une fermière:

Eliane NOESEN: Je ne fais pas ce travail depuis longtemps. Je suis sortie de l'Ecole d'Agriculture d'Ettelbrück il y a deux ans. Je veux indiquer par là que tout jeune agriculteur doit avoir fait des études. Il doit toujours continuer à apprendre, se maintenir au courant des nouvelles techniques et affronter les problèmes quotidiens. L'année dernière, j'ai eu la chance de participer pendant six mois à un "échange de jeunes fermiers" et j'ai pu aller en Amérique, où nous avons changé de famille toutes les trois semaines. Je pense qu'un stage devrait être obligatoire dans notre école agricole. Les jeunes fermiers devraient voir ce qui se passe dans les agricultures luxembourgeoise et étrangère.

Jusqu'ici la femme a contribué au travail de la ferme bien qu'elle ait eu assez de travail à la maison. Donc elle a une grande responsabilité. Souvent elle a la comptabilité de l'exploitation, ce qui entraîne qu'elle devrait là aussi avoir une formation. Il faut se rendre compte qu'il ne devrait pas être évident qu'une femme travaille dix ou plus d'heures par jour (famille et travail à la ferme). Je pense que le travail de la femme devrait être valorisé, reconnu, par ex. par une rente propre. 30.000 F par mois pour le fermier et sa femme ensemble ne suffisent pas. Je voudrais dire aussi quelque chose sur le conflit des générations. Si les parents et les jeunes sont en conflit, j'approuve que l'Etat aide à la construction d'une

deuxième habitation dans la même maison. Le confort domestique reste un rêve parce que le progrès technique au niveau de l'exploitation coûte cher. Une telle mentalité est fautive: il est démontré que le travail augmente, mais le revenu baisse alors que ce devrait être le contraire. Une autre politique agricole est nécessaire. L'image du fermier devient de plus en plus négative, alors qu'il s'endette de plus en plus. Les agriculteurs, surtout les jeunes, doivent être solidaires et doivent être soutenus de toute part. Les jeunes doivent pouvoir développer leurs propres idées. Enfin, je crois que les dépenses faites pendant la reprise de l'exploitation devraient pouvoir être exemptées d'impôts.

Guy Arendt est un autre membre de cette table ronde. L'enthousiasme l'incite, après avoir achevé le Lycée et reçu une formation universitaire, à choisir le métier d'agriculteur, à essayer de prendre d'autres chemins que les sentiers battus..

Guy ARENDT: Je veux dire tout de suite que je ne me considère pas comme un "Aussteiger". J'ai une entreprise moyenne que je cultive avec ma femme et mon père depuis 1985. J'essaie de faire de l'agriculture biologique, donc sans produits chimiques. Je ne veux pas pour autant attaquer les autres fermiers, que je comprends très bien. Je veux tout de même signaler quelques problèmes: En ce qui concerne les nitrates dans l'eau: l'agriculture est effectivement responsable. En ce moment la quantité d'azote qu'on introduit dans la terre est plus élevée que celle que l'on en retire. Ensuite les pesticides, la pollution indirecte par la production des herbicides et des engrais chimiques. Enfin des problèmes de santé qu'entraîne l'agriculture. Nos aliments sont dans une faible mesure empoisonnés. Ces taux sont admis par la CEE parce qu'ils se situent en-dessous des taux limites. Mais sur ce point précis j'ai des doutes: on ne sait pas quels effets ces produits peuvent avoir sur notre organisme à longue échéance. Nous n'avons pas de résultats de longue durée et nous ne savons pas si ces produits n'agissent pas ensemble ou ne s'additionnent ou même ne se multiplient pas. Mais ceux qui travaillent avec des herbicides ont également des problèmes de santé, les fermiers en sont concernés. Des études récentes le prouvent: les risques de cancer sont plus grands pour des fermiers utilisant ces produits que pour les autres. Un demi million de personnes subissent tous les ans des accidents dus aux herbicides.

Voici un autre problème: la dépendance du fermier. Il est dépendant de l'industrie: il achète à l'industrie, produit et vend aux grandes industries, mais à quel prix? Le contact, la confiance entre consommateurs et agriculteurs a disparu. Par ailleurs, les entreprises ne sont plus rentables: 2,7 milliards de revenus en 87, subventions incluses, ce qui ferait à peu près 140-170 F par heure! C'est un scandale, comparé à d'autres revenus! 12% des entreprises cependant sont rentables. Ce sont pour la plupart de grandes entreprises. Mais beaucoup ont dû les aider. La différence entre fermiers riches et pauvres est assez grande. En résumé, un fermier ayant 70 hectares gagne en moyenne le double d'un fermier qui a 30 hectares. C'est pourquoi la "mort des fermiers" progresse rapidement. Tous ces désavantages et problèmes entraînent donc la "mort des fermiers", mais il y a aussi moins de postes de travail et nous sommes en train d'aller directement vers l'industrialisation agricole. En plus, la conservation du paysage est mise en question. Je ne veux pas attaquer le remembrement, mais le remembrement récent n'attache pas assez d'importance au paysage, il en est de même pour les "Flussbegradigungen". Beaucoup d'espèces animales et végétales ont perdu leur espace vital à cause de cette culture intensive. Il s'agit d'abord d'un aspect esthétique du paysage, mais qui peut devenir autrement important, si on pense p.ex. à la médecine. En plus, la consommation de matières premières et

d'énergie est très forte dans notre agriculture. Si on continue de la même manière, il n'y aura plus de phosphates dans 50 ans et plus de réserves de potassium dans 86 ans. Les prix vont grimper. Les problèmes s'accroîtront. Une réponse à ces questions serait l'agriculture biologique: nous prenons, comme tout autre agriculteur, le tracteur, mais nos produits contiennent moins de produits chimiques. Nous ne dépendons pas entièrement de l'industrie parce que nous n'achetons pas de nourriture pour les bêtes, ni d'engrais. Nous protégeons l'environnement, respectons les réserves de matières premières. Nos produits ne sont plus anonymes. Le contact entre producteur et acheteur est rétabli, donc aussi la confiance. De plus, l'agriculture biologique a besoin de plus de travailleurs, plus de fermes seraient créées. Leur rentabilité pourrait devenir meilleure si on leur donnait une chance, mais l'industrie gagne beaucoup moins avec le fermier biologique. En plus il n'y a pas encore d'aide de l'Etat. Il ne faudrait pas voir cette aide comme un subside, mais comme une façon d'honorer ce que l'agriculteur fait pour l'environnement. D'autre part les recherches ne sont pas très appuyées en agriculture biologique et il n'y a pas de formation dans ce domaine. Il n'y a pas non plus de formation face au consommateur. C'est là que nous sommes en train d'agir. Cette association ne s'occupe pas seulement de l'information, mais encore du contrôle des produits dits "biologiques", mais qui ne le sont pas toujours, ce qui nuit à notre objectif. Nous ne sommes pas des extrémistes et j'espère que toujours plus de gens verront que l'agriculture biologique prend de plus en plus d'importance. Merci.

Guy MIRGAIN: Je suis content de participer à cette table ronde qui est importante, je pense, et je veux vous parler de mon expérience, de ce que j'ai vécu dans le domaine de l'agriculture. Je pense que les tendances négatives indiquées par le Dr Mersch ne devraient pas s'accroître. Nous ne devons pas nous laisser abattre. Surtout pas en tant que spécialiste! Nous n'avons pas la terre qui se prête à une agriculture industrielle. Nous ne pouvons pas concourir à long terme avec les pays qui ont un territoire favorable; cela est démontré par des études faites au niveau européen. C'est pourquoi nous devons voir nos chances dans d'autres domaines. Un premier aspect est celui des réserves que je vois dans ma qualité de conseiller, des réserves qui sont encore dans les entreprises. Elles ne sont pas encore utilisées et donc on peut facilement s'en servir. Mais pourquoi ces réserves n'ont-elles pas encore été utilisées? On a vu par les chiffres cités lors des exposés précédents combien nous traînons derrière de grands pays comme la Hollande ou l'Angleterre ou le Danemark. Pourquoi cela? Techniquement parlant, je pense qu'ici au Luxembourg, nous n'investissons pas assez dans notre fonds intellectuel. En disant cela, je pense à l'éducation, à l'encadrement de nos agriculteurs donc à l'information, aux recherches et à l'étude des marchés. Des domaines où les Hollandais sont des spécialistes! Il y a aussi d'autres pays qui ont des problèmes semblables aux nôtres et qui ont été écartés partiellement du marché parce qu'ils n'avaient pas remarqué ce problème à temps. Chez nous, c'est le cas également. J'ai, moi aussi, à vous montrer quelques chiffres.

(Suit un exposé avec chiffres sur Overhead)

En voici un bref résumé:

- 1) il n'y a pas de production supérieure avec plus d'engrais,
- 2) on peut gagner plus, simplement par l'optimisation de l'élevage du bétail.

Nous devons sortir de l'agriculture traditionnelle, c.-à-d. de la production exclusive de produits traditionnels.

Puis l'orateur reprend: Les productions de légumes et aussi de viande s'approchent de plus en plus des régions où elles sont le moins cher à fabriquer. Les chances du Luxembourg consistent en une spécialisation dans le jardinage et dans le ...? On pourrait créer un label de qualité par lequel le produit serait garanti luxembourgeois. Donc les premières mesures à prendre pour moi seraient d'exploiter d'abord les réserves qui nous restent et puis de donner une certaine qualité à nos produits. Merci de votre attention.

La parole est à Monsieur Marc FISCHBACH: Nous venons d'entendre les problèmes de l'agriculture. La politique que je représente est pour la plus grande part la politique de la CEE. Nous devons appliquer les décisions qui ont été prises dans la Communauté, qui n'ont pas toujours été prises par les actuels responsables de l'agriculture. On doit placer les problèmes de notre agriculture dans leur contexte, c.-à-d. dans la politique communautaire. Il faut savoir que la politique agricole dépend de la politique financière. La Commission Européenne a sévèrement géré les dépenses dans l'agriculture, de sorte que l'argent aille directement à l'agriculteur. Le but était de rétablir l'équilibre entre la production et la demande. Ces réformes ont apporté beaucoup de bonnes choses, comme la réglementation des quote-parts pour le secteur laitier qui est le plus important secteur de l'agriculture luxembourgeoise. Cette réglementation des quote-parts ne peut plus être supprimée, pour les mêmes raisons qui l'ont rendue indispensable. Vous avez pu constater qu'aucun des orateurs n'a pu proposer une alternative de production. C'est pourquoi on doit faire ce qu'on a entendu aujourd'hui: améliorer l'éducation, exploiter les réserves, produire en respectant l'environnement, mais on ne peut pas faire tout ça uniquement avec beaucoup d'argent. Nous sommes dans une phase de restructuration et il s'agit de tenir bon, mais on ne le peut pas uniquement par le prix. Celui-ci doit être complété par d'autres mesures compensatrices et je pense avant tout aux mesures fiscales et socio-politiques. Beaucoup de choses se sont déjà passées, mais je sais que ce n'est pas assez. Et il faut savoir aussi que notre budget prévoit pour l'agriculture une somme que nul autre secteur ne demande. Et je suis d'accord avec cela parce que l'agriculture est devenue un secteur en crise. Nous en sommes conscients et nous devons même investir davantage d'argent encore dans l'agriculture à l'avenir. Mais qu'est-ce qui s'est passé au cours de cette période législative? Il y a eu des décisions importantes en faveur de l'agriculteur qui a vu ainsi ses revendications devenir réalité (M.Fischbach cite des exemples qui démontrent que les revendications des agriculteurs ont été réalisées).

Je veux dire également qu'il s'agit maintenant de garder cette procédure de restructuration et que le souci principal de l'agriculture est depuis toujours le souci de son avenir et si je parle de l'avenir de l'agriculture, je veux surtout parler des jeunes fermiers. Voilà les défis auxquels nous devons faire face. Encore un mot au sujet d'une déclaration qu'a fait Monsieur Feider qui nous a fait un rapport très constructif que j'appuie à 100%, mais je dois dire que je me suis toujours efforcé de maintenir le dialogue avec les agriculteurs en tant que Ministre de l'agriculture, et je n'ai pas hésité à participer aux conférences ni à prendre connaissance des positions des agriculteurs face aux problèmes et ainsi à défendre ces exigences. Donc je veux vous dire clairement qu'un Ministre doit dialoguer avec les gens qui sont concernés par ses décisions et essayer ensuite de les défendre. Merci.

Débat: 1ère question:

Monsieur BUCHLER: Une question pour le Président: Quand j'ai reçu votre invitation, j'ai supposé qu'il s'agirait ici d'une table ronde pour les gens de la ville. Est-ce que vous pourriez peut-être nous faire savoir, combien de personnes dans cette salle ne sont pas agriculteurs? Cette discussion n'est pas faite que pour un fermier; je croyais que ceci serait plutôt une possibilité pour faire connaître le métier au grand public.

Monsieur MERSCH: Je me réjouis de ce que vous posiez cette question. L'AAA fait de son mieux depuis des années pour organiser des tables rondes intéressantes. Nous avons eu ici beaucoup de personnalités importantes, mais nous n'avions encore jamais autant de monde que ce soir. En ce sens, je trouve que les intellectuels de la ville devraient prendre exemple sur les agriculteurs. (Applaudissements)

(M.Feider estime qu'il y a environ 300 agriculteurs présents.)

Question :

Réponse: Ces questions sont au centre du débat. On dit ici: un prix honnête pour un produit honnête et comme l'a dit Marcel Haas les autres gagnent de l'argent avec l'agriculture. On dit qu'on doit remplir des formulaires pour recevoir une aumône. (C'est un des grands problèmes, car si l'agriculteur ne gagne pas assez d'argent pour le travail qu'il fait, cela détruit la profession de l'agriculteur, à moins qu'on ne puisse arrêter cette évolution. Seulement, si on prétend ici que la politique Mansholt avait détruit les entreprises familiales, on doit savoir d'abord ce que Monsieur Mansholt a voulu dire par grandes entreprises à la fin des années cinquante. C'est ce que nous appelons aujourd'hui une entreprise familiale moyenne. Monsieur Mansholt n'est, lui aussi, plus d'accord avec ce qu'est devenu la politique agricole de la Communauté Européenne. On peut aussi se poser la question, s'il n'y a pas un <match> ici entre les fermiers et les lois économiques. Le fermier peut essayer de gagner, mais il y a des lois économiques et certains experts disent que si on touche à ces lois, on risque le pire. Et si on en croit ces experts, c'est à cause de cela qu'on est en train de souffrir et la question se pose si on ne peut pas produire des biens dans le cadre de ces lois économiques et d'après ces lois et gagner ainsi de l'argent. Je fais allusion à ce qu'on avait dit tantôt: on doit pouvoir livrer un produit de qualité et dire après au consommateur: voilà un produit comme tu l'aimes: si tu veux l'avoir, paye! Mais le fermier ne peut pas faire cela individuellement, donc ça doit être fait en collaboration. Une autre chose qu'a dite Monsieur: un thème central dont on ne peut parler aujourd'hui, mais qui est très présent dans notre école, est qu'il n'est pas simple du tout de trouver une solution. Monsieur le Ministre veut dire quelque chose à ce sujet:

Monsieur FISCHBACH: Oui, l'intervention de Monsieur était très intéressante et justifiée. Je voudrais dire ceci: vous oubliez que nous quittons une politique agricole des années soixante-dix qui a été financée par des subventions et non pas par le prix; au plus tard au moment où nous avons produit un surplus, notre politique agricole a alors été subventionnée à 100 %. Sorti d'une garantie de prix absolue, nous sommes entrés dans une agriculture orientée vers le marché, ce qui redonne au prix la fonction d'un régulateur du marché. Nous avons fait maintenant le contraire: nous essayons d'assurer le revenu agricole par le prix, mais ça ne suffit pas! Si je dis cela, c'est aussi et avant tout dans le contexte international. Quelle est finalement la règle fondamentale qui commande la politique agricole européenne? C'est que nous avons depuis toujours, depuis 58, protégé notre politique agricole vis-à-vis des importations, mais que nous n'avons pas réussi à la protéger de telle manière que des produits importants ne puissent être introduits librement sans cette protection dans la

Communauté. Il s'agit des produits de substitution. Et c'est là que nous avons peut-être raté notre chance dans les années soixante, peut-être aussi au début des années soixante-dix. Nous devons dire aux Américains avant tout que ça ne va pas continuer comme ça: surtout si on sait que les Américains ont subventionné l'agriculture plus que nous Européens à cette époque. Mais ce temps-là est fini: nous devons vivre dans le présent et nous vivons dans une communauté internationale et nous devons admettre les règles. Nous devons les discuter et nous devons avoir des arguments. Nous ne devons pas avoir d'autres intérêts économiques qui nous arrangent bien par ailleurs, mais qui n'ont rien à voir avec l'agriculture. Et c'est là que le Luxembourg est très bien placé et j'ai eu plus d'une fois la possibilité d'indiquer les intérêts différents des grands pays membre de la Communauté Européenne.

Vous vous souvenez de la discussion complexe sur l'introduction d'une "Fettaxe". Cela aurait été la solution pour résoudre, du moins dans un secteur, le problème des substitutions. Et si cette taxe dans la communauté n'avait pas résolu le problème, elle l'aurait du moins amoindri. Ce qu'était la Mercedes pour les Allemands, était pour les Hollandais l'industrie du textile, et pour les Danois, c'était la production de cochons. Voilà la raison pourquoi une "Fettaxe" n'a pas été introduite. Ce n'était pas à cause de la peur devant une revanche des Etats-Unis, mais la peur de ces pays qui n'auraient plus eu de possibilité de vente pour d'autres produits aux Etats-Unis. Voilà la vérité, et on doit la connaître et la comprendre si on veut, en ce moment, avoir une vue générale sur la politique agricole européenne. Je voudrais ajouter que la loi agricole actuelle mise davantage sur la responsabilité propre du paysan et aide beaucoup plus l'entreprise familiale que la loi précédente. Ce changement de mentalité s'est fait à Bruxelles pour aider les entreprises familiales et tous les investissements ont été une aide pour l'entreprise familiale. Toutes les primes étaient des signaux qui montrent la bonne direction; celle des entreprises qui investissent bien et ce sont les petites et moyennes entreprises.

Question :

Oui, je peux vous répondre très précisément: nous ne voulons pas travailler exactement comme il y a 50 ans. En ce qui concerne les engrais et les produits destinés à protéger les plantes: oui. Mais nous avons d'autres produits biologiques pour combattre les insectes. Nous avons plus de produits et plus de connaissances permettant d'obtenir un revenu plus important en gardant la même qualité qu'il y a 50 ans. Cela ne veut pas dire qu'on doit retravailler avec des chevaux, mais essayer d'offrir un produit de bonne qualité tout en ménageant notre environnement. Quant à la deuxième question: il est vrai que la Communauté garde des prix élevés. Y a-t-il encore un avenir pour nos fermiers? Je dirais que ces prix qui sont tenus élevés signifient la mort de la moitié de nos fermiers. Si on abolit un jour le règlement des quotas, les prix du lait vont chuter de 9 à 10 F, très fortement parce que cela correspond au marché mondial. Et nous ne serons plus du tout rentables ou du moins la moitié d'entre nous qui n'ont pas trouvé le chemin de l'agriculture industrielle. Personnellement, dans ces circonstances, je ne vois pas d'avenir. Je vois plutôt une possibilité dans la production qualitative. Concernant la zone défavorisée, je vous donne entièrement raison. Le fermier grec va beaucoup moins bien que le fermier luxembourgeois, les différences sociales ne sont pas vraiment respectées dans la CEE. Ce qu'un fermier gagne en Sicile, dans l'ouest de l'Irlande ou au Péloponnèse est beaucoup moins que ce qu'il gagne au Luxembourg. On doit le savoir.

Question:

Réponse: Je crois qu'il n'y a personne qui dise que les vraies aides structurées soient importantes. Il y a peut-être trop d'argent indifférencié qui est donné dans l'agriculture sans qu'il y ait un effort correspondant de l'agriculture pour augmenter la possibilité de concourir; car si on diminue les frais seulement grâce à l'aide de la politique subventionnelle, tout cela va disparaître si, un jour, l'Etat n'est plus en mesure de payer. L'Etat donne actuellement des centaines de millions parce qu'il les a; mais si l'agriculture n'obtient plus cet argent, elle va mourir. Et on peut craindre que ces investissements, ces structures comme vous dites, ne réussissent pas à aider suffisamment pour être en mesure de concourir avec l'étranger.

Question:

Monsieur ARENDT: Je suis tout à fait d'accord avec vous que le problème du nitrate est un problème en relation avec le fumage organique, mais il l'est devenu parce que ce dernier agit en combinaison avec l'engrais chimique et parce qu'il y a tout simplement trop d'azote qui est répandu sur le sol.

En général, ce n'est pas le fumage organique.

Monsieur SALENTINY: J'ai dit que la plupart des nitrates vient du fumage organique. En ce moment, il y a des moyens pour résoudre ce problème et nous sommes en train, avec le service agricole, de travailler dessus.

M... Je voudrais ajouter que c'est une affaire d'éducation: il faut informer et former les agriculteurs pour faire connaître le problème des nitrates. Ainsi le problème serait déjà presque résolu! Il faut avoir le <know-how> technique aussi.

Monsieur FRISCH: L'agriculture biologique est très respectable, mais je crains qu'elle ne reste applicable que pour une très petite minorité. En Allemagne, en Suisse et en France, il y a 0,03% d'exploitations qui produisent biologiquement et on sait que s'il y en a 0,1 ou 0,5%, il y aura déjà des difficultés de vente. Et puis si tous devaient produire biologiquement, les rendements baisseraient de 40 à 50%. Les prix grimperaient de 100% Comment réagirait le public? Et troisièmement, il y a 50% plus de travail, c.-à-d. que 50% des travailleurs des secteurs tertiaire et secondaire devraient retourner à l'agriculture. Et puis, il doit y avoir une idéologie et une motivation spéciale pour faire de l'agriculture biologique. La plupart ne veulent pas la faire.

Monsieur ARENDT: Je ne peux pas être tout à fait d'accord. La vente des produits, si 0,5% et plus de fermiers produisaient biologiquement, serait garantie parce que le marché peut être étendu: un nombre croissant des consommateurs est prêt à donner plus pour les produits, c'est démontré par des statistiques; il y a une évolution et il y a beaucoup de gens qui soutiennent cette agriculture.

Deuxièmement: Vous dites le rendement va descendre de 40 à 50% ce qui n'est pas exact. Toutes les statistiques que j'ai vues, et cela se confirme dans mon entreprise, montrent que la moyenne des baisses est de 25 à 30%. En ce qui concerne les prix, j'avais déjà calculé à combien je devrais vendre mes produits plus cher: en moyenne à 30%. Je pourrais vivre alors; et je suis sûr qu'il y aurait beaucoup de gens prêts à payer environ 20% de leur revenu pour la nourriture au lieu de 15% aujourd'hui. Je suis d'accord que cela demanderait plus de travail, mais certainement pas 50% de plus, mais entre 25 à 30%. Et s'il y a des gens qui sont prêts à payer plus, des emplois peuvent être offerts qui seront rentables. Et la motivation du fermier dépendra aussi de l'éducation dans l'avenir. Si tous les problèmes actuels sont bien traités, je crois qu'il y aurait beaucoup de

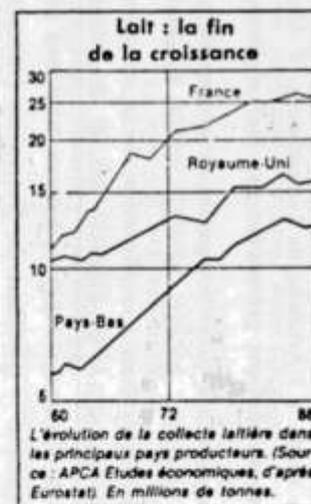
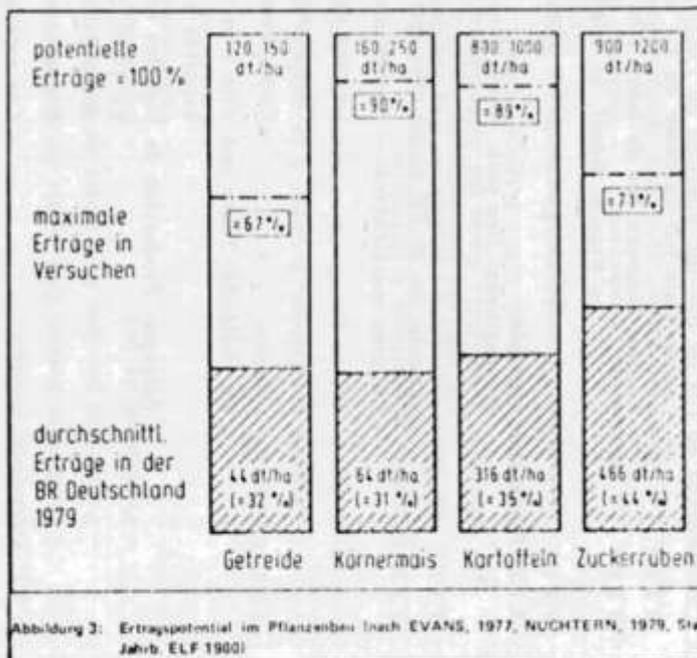
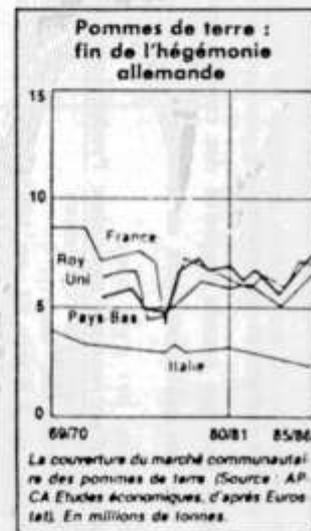
jeunes fermiers qui au moins s'intéresseraient pour cette sorte d'agriculture. Et si en plus, l'Etat subventionne un peu l'agriculture biologique, alors beaucoup de jeunes fermiers la pratiqueront.

Tables annexes aux explications de Monsieur HAAS.

**Altersstruktur in den EG-Ländern**

Ein Blick auf die Verhältnisse in den Partnerländern der Europäischen Gemeinschaft wird hier angefügt. Es zeigt sich nämlich dabei, daß die Bundesrepublik bei den Betriebsinhabern im Vergleich noch eine relativ günstige Altersstruktur aufzuweisen hat. Der Strukturwandel, der aufgrund der Altersstruktur für die Bundesrepublik vorausgesagt wird, wird also in den Nachbarländern noch sehr viel stärker ausfallen. Aus der Agrarstrukturhebung 1985 ergeben sich folgende Unterschiede zwischen den EG-Ländern (Anteile der Altersgruppen . . . in Prozent der Gesamtzahl der Betriebsinhaber):

	55 Jahre und mehr	bis zu 35 Jahren
Bundesrepublik	32	15
Belgien	36	15
Niederlande	40	11
Luxemburg	45	13
Dänemark	46	11
Frankreich	48	10
Verein. Königreich	48	7
Irland	51	7
Griechenland	53	6
Italien	56	6



## L'Agriculture luxembourgeoise, un secteur économique crépusculaire ?

Table ronde à l'Athénée de Luxembourg, 6 décembre 1988

Apport et opinions présentées par Marcel Haas, ingénieur chimiste et des industries agricoles

I. L'agriculture luxembourgeoise se trouve en crise, situation reconnue par une grande majorité des concitoyens.

II. La situation spéciale de l'agriculture luxembourgeoise, esquissée par des tableaux joints en annexe.

III. Possibilités pour l'amélioration de la situation.

3.1. Possibilités à caractère spécial, à exécuter par un nombre limité d'entreprises agricoles: Productions alternatives.

3.1.1. Elevage: - Chèvres angora-manteaux Mohair. Plus value 3.600 FL/kg laine.

- Canards; Entreprise française avec chiffre d'affaires de 2.8 mio FL en 1985.

- Dindes: Toujours manque de ces volailles.

- Lapins: Gain par carcasse de 1,3 kg: 25 - 30 FL.

- Truites: Nouveau fer de lance très lucratif. Groupe de truiticulteurs

en France. Bénéf. en 1985: 300 mio FL/1.700 t truites.

Développement prévu pour 1990: 2.500 - 3.000 t/an.

3.1.2. Production végétale.

- Protéagineux: Des pois, fèves, fèvesoles, du nouveau ?

- Un tourteau international: colza + tournesol, à fabriquer par coopérative

agricole, de 30 FF moins cher que le soja.

- Cultures maraichères: - Plantes aromatiques sur 25 ha.

- Germes de soja pour restaurants: 60.000 FL/semaine

- Champignons, entreprise famil. bénéfice 1,5 mio/an

- Cornichons, oseille, orties sur 25 ha. Ch. Aff. 10 mio FL

- En Hollande: Toute une ville sous serre: 4.200 ha légumes, 3.500 ha fleurs,

exportés à 80 %.

- Belgique: Production de légumes en pleine évolution:

En 1985: 230.000 t de conserves et 181.000 t

de surgelées.

- L'épeautre, un succès manifeste.

- Les asperges à bout vert se vendent très bien.

- Les chicons belges, bien appréciés au delà des frontières.

R é f é r e n c e

Agriculture Magazine/No2, p. 114

Agriculture Magazine/No7, p. 34

Agriculture Magazine/No5, p. 42

Agriculture Magazine/No3, p. 44

Agriculture Magazine/No9, p. 58

Agriculture Magazine/No9, p. 58

Agriculture Magazine/No5, p. 42

Agriculture Magazine/No6, p. 50

Agriculture Magazine/No 27, p. 17

Agriculture Magazine/No 10, p. 78

3.2. Possibilités à caractère général, applicables aux exploitations traditionnelles.

3.2.1. Production animale.

- Production bovine: Des labels de qualité.
- Production porcine: Des labels de qualité.
- Production de lait:
  - Rendement à accroître facilement.
  - Valorisation du lait: Ex.: Le "Beaufort", fromage type Emmental, fabriqué en Savoie, 2.500 t en 1985.

3.2.2. Production végétale:

- Céréales panifiables, à payer à la qualité, tendance soutenue par CEE.
- Colza avec plus grande valorisation des huiles et tourteaux.

3.2.3. Nouvelles productions à introduire.

3.2.3.1. La Biotechnologie au service de l'agriculture: Premières influences prévues pour le tournant 2000, (Réf.: Kann die Biotechnologie unserer Landwirtschaft eine Zukunftschance bringen / M. Haas, L.W.: 3 février 1988).

3.2.3.2. Production d'énergie par l'agriculture: Biogaz par fermenteurs agricoles. Electricité éolienne et hydraulique.

3.2.3.3. La "Non Food" Production: - Huiles et graisses, Amidon, Biomasses, Bioéthanol.

3.2.3.4. La "Bio-Agriculture" peut être rendu raisonnable et rentable.

IV. Conséquences en cas de non-revitalisation de l'agriculture luxembourgeoise.

Exemples: - Belgique: La Raffinerie tirlémontoise entre dans la production de plats cuisinés.

- Pays-Bas: Agriculture la plus productive du monde: 1 agriculteur nourrit 112 hommes. Unilever: Bénéfice en hausse de 20 %/1987. 3 premiers trimestres 1988, bénéfice net de 791 mio Florins = 14,7 mia FL.

- USA: L'agriculture américaine est sauvée / Nabisco racheté par KKR pour 22,4 mia \$ = 900 mia FL.

- France: Ferruzzi déjoue la France. Béghin-Say Ch. Aff. 26 Mia FF en 86. L'eau Perrier entre dans le lait.

V. Conclusion: 1.) Par les possibilités citées sub III créer une plus value plus forte que les prix d'interventions.

2.) Sans réaction immédiate les grandes firmes internationales et nos voisins membres de la CEE décideront demain, - du sort de nos agriculteurs restants, des produits et de leur qualité que nous mangerons, des prix que nous payerons pour leurs produits.

Agriculture Magazine/No2,p.57-78

Agriculture Magazine/No 2, p. 14

Agriculture Magazine/No.4,p.32-41

Agriculture Magazine/No 3, p. 16

Agriculture Magazine, No 3, p. 14

Agriculture Magazine/No2,p.68-70

Agriculture Magazine/No27, p. 32

Agriculture Magazine/1988, No

**Tabelle 1: Schlepper- und Mährescherbestand je Flächeneinheit (1983)<sup>1)</sup>**

	Schlepper je 1000 ha LF	Mährescher je 1000 ha Getreidefläche
1. Bundesrepublik	123	28
2. Niederlande	84	26
3. Belgien	71	20
4. Luxemburg	67	56
5. Italien	64	7
6. Dänemark	63	21
7. Frankreich	47	16
8. Vereinigtes Königreich	28	14
9. Irland	26	12
10. Griechenland	26	4
EG-Durchschnitt	59	20

<sup>1)</sup> z. T. 1981 oder 1982.

Quelle: BMELF-Informationen 34/1986, S. 14.

**Tabelle 4: Getreidebau in der EG (1985)**

Länder	Getreidebetriebe 1000	Getreidefläche 1000 ha	ha Getreidefläche je Betrieb	Anteile (%) der Größenklasse ... ha					Gesamte Getreidefläche = 100
				bis zu 5 ha	5 bis 10 ha	10 bis 30 ha	30 bis 80 ha	80 und mehr ha	
Bundesrepublik	569	4869	8,6	13	18	41	21	7	7
Frankreich	669	9311	13,9	7	10	29	33	21	21
Niederlande	20	184	9,4	12	17	43	18	10	10
Belgien	49	340	7,0	17	19	37	22	5	5
Luxemburg	3	34	10,8	6	20	64	10	0	0
Ver. Königreich	95	4010	42,3	1	2	11	26	59	59
Irland	50	340	6,8	17	13	33	24	13	13
Dänemark	86	1601	18,7	2	10	44	32	13	13
Nördl. Länder	1540	20689	13,4	7	11	18	28	24	24
Italien	1287	4908	3,9	30	17	24	17	12	12
Griechenland	428	1340	3,1	41	24	24	9	2	2
EUR-10	3225	26937	8,3	13	13	29	25	20	20
dagegen									
Schlesw.-Holst.	18	374	20,9	3	7	32	36	22	22
Niedersachsen	86	1118	13,0	7	11	41	31	10	10
Bayern	108	1289	6,5	20	27	38	12	3	3
Baden-Württg.	100	567	5,7	22	24	39	12	3	3

Quelle: Statistisches Amt der EG (Agrarstrukturerhebung)

**Tabelle 2: Pflanzenarten, Naturstoffe und Folgeprodukte**

Pflanzenarten	Naturstoffe	Folgeprodukte
Beta-Rübe	Zucker	Zucker: Ethanol, chemische Syntheseprodukte, Lösungsmittel
Kartoffel	Stärke	Polyfructosane: Fructoseinup
Wurzelschote	Zucker <sup>1)</sup>	Stärke: Ethanol, Kunststoffe
Topinambur	Stärke <sup>1)</sup>	(Polymerprodukt, Thermoplaste, Elastomere, Polyurethanschäume, Polyolefine), Fasern, Hilfsstoffe für chemische Synthese- und technische Produkte, Klebstoffe u. a.
Möhre	Zucker	Öl: Tenside, Lacke, Kunststoffe, Weichmacher, Netzmittel, Emulgatoren, Additive, technische Hilfsstoffe, Schmierstoffe, Wachse, Pharmazeutika u. a.
Maïs	Stärke	
Weizen	Stärke	
Erbsen	Stärke	
Buschbohne	Öle und Fette	
Winterraps (Rübsen)	Öle und Fette	
Leinöltrier	Öle und Fette	
Öllein	Öle und Fette	
Senf	Öle und Fette	
Sonnenblume	Öle und Fette	
Nachtkerze	Öle und Fette	
Faserlein (Flachs)	Fasern	Textilfasern, technische Fasern
Hanf	Fasern	Technische Fasern
Ackerbohnen	Eiweiß	Klebstoffe u. a.
Ackererbsen	Eiweiß	

<sup>1)</sup> Polyfructosane

Quelle: Institut für Pflanzenbau und Pflanzenzüchtung der FAL, Braunschweig-Völkensrode

**Tabelle 10: Durchschnittlicher Deckungsbeitrag je Betrieb in der EG**

Niederlande	107 300 DM
Verein. Königreich	102 900 DM
Dänemark	75 700 DM
Belgien	58 400 DM
Frankreich	50 900 DM
Luxemburg	46 000 DM
Bundesrepublik	42 400 DM
Irland	21 400 DM
Nördl. Länder	55 000 DM
Italien	17 600 DM
Griechenland	10 300 DM
EUR-10	31 900 DM

Quelle: Statistisches Amt der EG (Agrarstrukturerhebung 1985)

### Die 85000 größten EG-Betriebe

Es lohnt sich, die Betriebe getrennt unter die Lupe zu nehmen, die 1985 innerhalb der EG die höchsten Deckungsbeiträge erzielten. Die Statistik weist als höchsten Schwellenwert Deckungsbeiträge von 245000 DM für 1985 aus. Danach gilt es in der Zehner-EG insgesamt 85000 Betriebe, die Deckungsbeiträge von mindestens 245000 DM erwirtschaften (Durchschnittswert dieser Gruppe = 498000 DM).

Wie die Tabelle 11 zeigt, liegen diese großen Betriebe in erster Linie im Vereinigten Königreich, in Frankreich und in Italien. Die Bundesrepublik folgt nach der bloßen Zahl der Betriebe mit großem Abstand erst auf Rang 5.

Tabelle 11: Die 85000 größten EG-Betriebe

	Anzahl Betriebe	Produktionsanteil (%)
Vereinigtes Königreich	25600	52
Frankreich	19300	17
Italien	18500	23
Niederlande	9200	25
Bundesrepublik	6400	9
Dänemark	3300	19
Belgien	1800	12
Irland	500	5
Griechenland	300	2

\*) Grob verallgemeinert, wird der Anteil an den jeweiligen nationalen Deckungsbeiträgen insgesamt mit dem Produktionsanteil gleichgesetzt.

Quelle: Statistisches Amt der EG (Agrarstrukturerhebung 1985)

Tabelle 12: Durchschnittlicher Deckungsbeitrag je Betrieb in den Bundesländern

Schleswig-Holstein	88 800 DM
Städtaalen	75 800 DM
Niedersachsen	59 200 DM
Nordrhein-Westfalen	53 000 DM
Rheinland-Pfalz	39 900 DM
Bayern	34 200 DM
Saarland	33 700 DM
Hessen	31 800 DM
Baden-Württemberg	28 900 DM

Quelle: Statistisches Amt der EG (Agrarstrukturerhebung 1985).

Tabelle 16: Öffentliche Gelder zugunsten der Landwirtschaft (1980/7) (aus EG-Haushalt und nationalem Haushalt)

EG-Länder	Insgesamt in Mill. DM	Aufteilung in v. H.		Umrrechnungen in DM		
		EG	national	je Betrieb	je ha L. F.	je Erwerbsperson
Bundesrepublik	3841	63	37	13000	850	8400
Frankreich	6663	52	48	12600	450	7350
Italien	7240	40	60	5750	680	4275
Niederlande	829	79	21	37175	2370	18875
Belgien	578	72	28	28000	1430	14825
Luxemburg	48	41	59	17100	620	6700
Ver. Königreich	2703	48	52	20850	280	8300
Irland	932	62	38	11750	430	7575
Dänemark	688	70	30	19825	790	13000
EUR-9	23700	56	44	11100	580	7125

\*) Sozialaufwendungen und gewährte Steuererleichterungen nicht enthalten.

Tabelle 15: Rangfolge der EG-Länder bei der landwirtschaftlichen Mehrproduktion<sup>1)</sup>

EG-Ergebnis (EUR-10)	EG-Länder mit dem höchsten prozentualen Zuwachs					Bundeszusatz			
	1. Platz	2. Platz	3. Platz	4. Platz	5. Platz				
							Zu- wachs %		
Getreide	107,8	136,6	26	08 61 %	IRL 49 %	GR 39 %	F 30 %	5	16 %
Zuckerrohr	72,1	87,3	21	08 41 %	I 32 %	FR 28 %	F 26 %	7	13 %
Oleandern	1,48	8,09	445	201849 %	I 1277 %	F 423 %	L 318 %	8	316 %
Milch <sup>2)</sup>	80,5	100,4	25	IRL 76 %	FR 32 %	O 29 %	L 25 %	3	26 %
Fleisch	30,3	25,3	24	FR 57 %	L 34 %	DK 34 %	O 22 %	4	22 %
- Rind	8,28	7,47	19	FR 41 %	IRL 25 %	O 23 %	I 22 %	3	23 %
- Schweine	8,35	10,58	26	FR 73 %	GR 66 %	I 61 %	DK 43 %	5	16 %
- Geflügel	3,25	4,41	26	F 54 %	IRL 45 %	GR 26 %	FR 26 %	5	31 %
Eier	3,83	4,13	8	FR 128 %	F 23 %	GR 17 %	DK 8 %	8	-14 %
Gesamterzeugung in Mio. G. E. <sup>3)</sup>	281	379	36	IRL 81 %	FR 80 %	DK 44 %	F 26 %	I	31 %

\*) Maßgebend ist der prozentuale Erzeugungszuwachs seit der Erweiterung der EG von sechs auf neun Länder.

2) Tierische Erzeugnisse © 1984 bis 1986.

3) Milchleistung an Molkenstein.

\*) Zuwächse 1973 bis 1986, errechnet über die Geleisenheiten (EUR-9).

**Tabelle 1: EG-Versorgungsbilanz bei landwirtschaftlichen Erzeugnissen  
(in Mrd.-Getreideeinheiten)**

Jahre <sup>1</sup>	Brutto- erzeugung	Erzeugung aus Auslandsfutter	Netto- erzeugung	Inlands- verwendung	Versorgungs- saldo (brutto)
EUR-9 1973	281,1	34,2	246,9	298,2	- 17,1
1974	302,1	32,3	269,8	305,2	- 3,1
1975	304,6	32,5	272,1	307,4	- 2,8
1976	298,3	35,8	262,5	305,3	- 7,0
1977	296,7	42,2	253,6	310,3	- 14,6
1978	313,5	39,1	274,3	314,8	- 1,3
1979	332,2	43,8	288,4	321,3	+ 10,8
1980	342,0	44,4	297,6	327,1	+ 14,9
1981	348,5	41,8	306,7	325,6	+ 23,0
1982	347,8	42,2	305,4	323,5	+ 24,3
EUR-10 1982	360,4	43,0	317,4	334,9	+ 25,5
1983	376,9	37,1	339,8	334,5	+ 42,4

<sup>1</sup> Tierische Erzeugnisse = gesamtes Kalenderjahr, pflanzliche Erzeugnisse = Wirtschaftsjahr, das Mitte des Vorjahres beginnt.

**Tabelle 2: Landwirtschaftliche Rohstoffe, Sekundärprodukte und Zielmärkte**

Kennwort	1 Lignocellulose	2 Stärke/Eiweiß	3 Zucker	4 Öle/Fette/Eiweiß
Rohstoff:	Holz schnellwachsender Baumarten S.R./M.R. <sup>1</sup>	Maiz, Weizen, Gerste Kartoffel, Hülsenfrüchte, Topinambur	Zuckerrübe Zuckerhirse Zuckerrohr	Raps, Sonnenblume Cuphea, Crambe Euphorbia (lathyr.) Vernonia, Lupine
Abfall:	Stroh		Schnitzel, Melasse Bagasse	Faserstoffe, Stroh
Veredlung (Konversions- produkte)	Hackschnitzel/ Schwachholz  Verbrennung/ Pyrolyse Aufschluß: Zellstoffe Hemicellulose Lignin  Hydrolyse/ Fermentation Glucose Alkohol SCP	Native Stärke Modifiz. Stärke Co/Propf-Polym./Pu. Glucose/Fruktose  org. Säuren  Vitamine etc. Alkohol (el)  PHB etc.  SCP  Proteine	Hydrolyse: Glucose Fruktose  org. Säuren  Alkohole  S-Ester S-Ester SCP  Co-Polymere Propf-Polymere Polyester, PV	oleochemische Derivate  Fettsäuren mittlerer Kettenlänge (C <sub>11</sub> , /C <sub>12</sub> ) Ölsäurederivate Erucaäure Spez. Fettsäuren  Fettalkohole Lacithine, Vitamine etc. Ölkuchen/Futtermittel
Markte	Holzbearbeitung Plattenindustrie Chemie, Pharmacie P.Z.I. Textilindustrie Energie Tierernährung etc. Erdölproduktion	P.Z.I. Textilindustrie Klebstoffindustrie  Chemie/Pharm./Kosm. Kunststoffe Energie Tierernährung	Chemie Kunststoffe Pharmacie Kosmetik  Tierernährung Energie	Chemie Pharmacie Kosmetik Kunststoffe Erdölprodukte Metallverarbeitung

<sup>1</sup> S.R. = Short rotation, M.R. = Mid-rotation

Tabelle 4: Stärke-Erzeugung der EG und BRD (1982), (1000 t)

	BRD 1982	1982	EG 1984	1990
Erzeugung aus:				
Mais	430	2500	2800	2950
Kartoffeln	153	763	800	800
Weizen	119	273	500	800
	702	3536	4100	4550
Verbrauch:				
für Ernährung	280	2122	2410	2414
für Technik	422	1414	1690	2136

Tabelle 5: Der technische Verbrauch teilt sich auf in: (1000 t)

	1981 <sup>1</sup>	1984	1990 <sup>2</sup>
Papier und Pappe	828	800	960
Textilindustrie	n.a.	62	62
Klebstoffe	n.a.	88	100
Chemie/Pharmacie/Polymer.	406	350	600
Sonstige	185	390	414
	1419	1690 (41 %)	2136 (47 %)

<sup>1</sup> Maizena-Bericht

<sup>2</sup> Quelle: Arbeitsgruppe EG

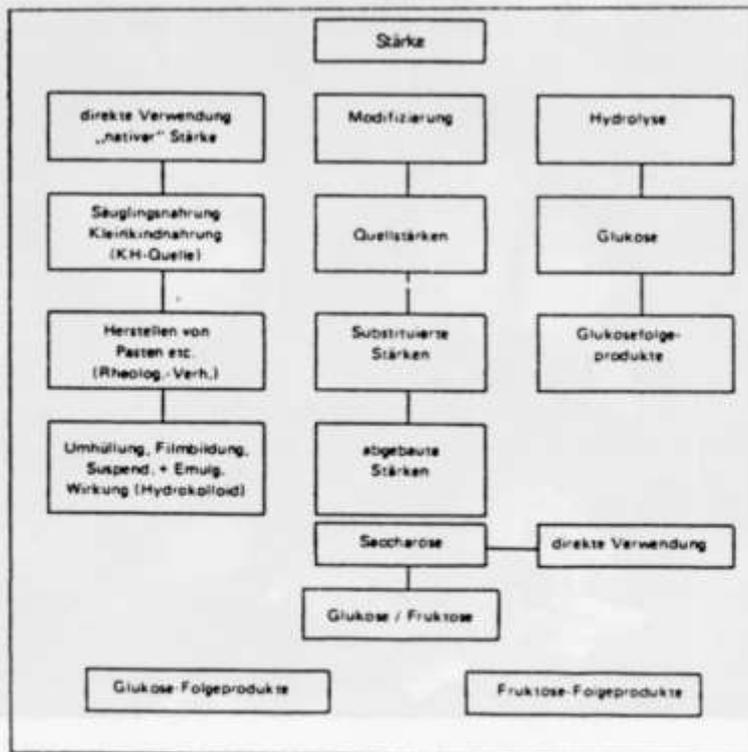


Abbildung 1: Anwendungsbreite von Stärke und Saccharose



*Assemblée générale 1990*



## ***A propos d' <EUROPE, Horizon 2000>.***

Le contenu du fascicule 10 du Bulletin des Anciens de l'Athénée m'a vivement intéressé, et je voudrais vous faire part de certaines des considérations qu'il m'a inspirées, de mon point de vue un peu particulier. En effet, si je tire une légitime fierté de ma qualité d'Ancien de l'Athénée – de très ancien même, du cru de sortie 1937 – je ne puis revendiquer que des sentiments de "presque Luxembourgeois", comme il m'a été donné de m'exprimer au titre "d'hôte et ami étranger" dans le numéro 1 de la revue Hémécht en 1988.

On ne m'en voudra pas si je regrette que le fascicule ait eu une présentation quasi anonyme. J'aurais apprécié, par exemple, le rappel de la composition du conseil d'administration de l'Association – ce d'autant plus à la veille de l'Assemblée Générale. Et l'Editorial traitant avec originalité de la si délicate notion de culture méritait davantage que les modestes initiales de la signature.

Les réflexions qui suivent sont nées de la lecture de "Horizon 2000", restitution quasi littérale des propos des orateurs successifs à la table ronde "quel avenir, pour nous tous". Ces réflexions émanent de l'Européen de cœur que je suis, heureux de saluer au passage la part importante prise par le Luxembourg à la construction de l'édifice européen – et ce depuis le début, à la différence de certain autre partenaire que je ne nommerai pas, si réticent pendant des années.

Dans mon propos, mes références aux sujets abordés là seront d'ordre général, après deux observations relatives à la forme, dont la seconde compensera, je l'espère, ce qui dans la première risquerait d'apparaître impertinent.

A la télévision, la version française de téléfilms américains comporte souvent une phrase traduite qui se veut menaçante, et qui m'agace. "Est-ce que c'est clair?" Ici, à propos de différents paragraphes des exposés, si je me suis posé à plusieurs reprises cette question dans son sens véritable, je savais pertinemment que l'auditoire auquel s'adressaient les orateurs, très bien informé, pouvait la plupart du temps se satisfaire des allusions qui m'échappaient.

Pour être Européen, "presque" Luxembourgeois, je n'en suis pas moins Français, et je ne saurais cacher la satisfaction – mais aussi la grande admiration – que j'éprouve en pouvant lire ce compte rendu en français. De la part de ressortissants d'un pays qui a entendu non certes faire évoluer, mais bien stabiliser son idiome particulier en concept de langue nationale, pareille attitude paraîtrait paradoxale à un lecteur non averti. Mais ce serait méconnaître, au recours à une autre langue aussi aisément maniée, son caractère éminemment "culturel". J'y vois comme une référence spontanée à l'Editorial qui précède, consacré à la notion de culture. Précisément, la partie des exposés traitant du langage me permettra de revenir sur ce véhicule de l'expression.

Après avoir effleuré quelques préoccupations d'ordre davantage économique, très justement abordées dans l'exposé ("...quel avenir pour nous tous?"), je m'efforcerai de dégager des notions peut-être plus politiques, évoquées au cours de la réunion ou sous-jacentes dans son objet même.

De tout temps, le commerce frontalier a exercé un vif attrait sur les populations riveraines d'Etats voisins, soit qu'elles aient désiré profiter en acheteurs des déséquilibres en matière de prix (dans l'espèce, en raison surtout de disparités fiscales), soit qu'elles aient fait en quelque sorte commerce de ces écarts. Dans un petit pays tel que le Grand Duché, l'incidence de ce commerce marginal est autrement sensible que dans des pays au territoire plus vaste comme l'Allemagne ou la France. Cependant, on voit mal comment, dans le cadre de ce grand marché unique appelé de tous les vœux, ce genre d'inégalité due uniquement à des différences fiscales pourrait se maintenir au profit d'un Etat membre et aux dépens des autres.

Par contre, dans cette perspective d'une Europe structurée, le problème de la densité actuelle du réseau bancaire à Luxembourg et de son importance dans la vie économique du pays, également abordé dans cette Table Ronde, me paraît se poser différemment. Il est vrai que lors de ma récente visite à Luxembourg, devant la succession d'établissements financiers qui s'offrait à ma vue, je me suis posé la question qu'on me pardonnera d'évoquer ici: "...Mais comment font-ils..?" Déjà, je me rendais compte, confusément, que ce réseau devait drainer des affaires internationales, des capitaux étrangers attirés par des régimes avantageux.

Or il est très plausible d'imaginer que se fasse sentir, à l'intérieur d'un ensemble économique aussi vaste que le Marché Unique, le besoin de disposer d'une ou plusieurs sortes de zones franches, dont le statut juridique et fiscal faciliterait le traitement des grandes affaires internationales. Les Etats membres qui justifieraient d'une expérience déjà acquise dans ce domaine, avec leur outil bien adapté et rodé, se verraient alors plus facilement accorder la confiance des autres.

Ces considérations, de toute manière, ne doivent ni masquer l'ampleur politique du projet, ni même constituer des entraves à son développement. Il s'agit de l'Europe, de cette entité que nous voulons tous, à qui il faut donner force et vie.

Quelle que doive être l'option finale, notre Europe restera un compromis entre une intégration pure et simple, aussi irréaliste que peu souhaitable, et une juxtaposition libre-échangiste grosse, en puissance, de sa désagrégation. Dans mon pays qui est la France, indépendamment des sempiternels doctrinaires de "l'Europe des nations" (chère à qui vous savez), on entend maintenant venant de milieux politiquement presque opposés de fortes réserves quant à une monnaie unique autre que de compte, on remet en avant le terme de Confédération qui laisse toute leur place aux Etats...

Mais nous avons besoin d'une Europe forte, unie dans sa politique étrangère, capable de faire entendre sa voix à l'égal des Etats-Unis ou du Japon, de la Chine bientôt, de l'URSS (encore?), partenaires dignes d'elle. Un double exemple, tiré de la plus brûlante actualité, illustre cette nécessité.

Les événements du Golfe auraient peut-être trouvé bien plus vite leur solution – pacifique de surcroît – si une Europe véritable avait existé. Elle aurait aligné, à côté des Etats-Unis (à qui une fois encore nous ne témoignerons jamais assez notre gratitude), non seulement une politique étrangère affirmée d'alliés, mais aussi des moyens militaires comparables, coupant court probablement aux manœuvres de division de l'agresseur.

Mais en même temps, une Europe forte avec sa monnaie l'ECU, rival reconnu du dollar, aurait évité à ses membres d'innombrables contrats traités en US dollars, qui se voient subitement déficitaires en raison de la dégringolade unilatérale de la devise américaine.

Cette Europe qui se doit, qui doit à tous ses membres de s'affirmer, il nous appartient d'achever sa construction, de rechercher tout ce qui peut la cimenter.

A cet égard, je veux citer une réalisation récente – comme par hasard, j'en ai appris l'existence à mon dernier passage à Luxembourg. Il s'agit de l'ouvrage "l'Europe: Histoire de ses Peuples", par Jean-Baptiste Duroselle. Editée simultanément dans neuf pays de la Communauté, dans leur langue propre, cette Histoire constitue, selon un critique, "une superbe synthèse, polyphonie de la mémoire des peuples de l'Europe".

Pareille réalisation répond à un de mes vœux les plus chers, devenu presque une marotte. A quand l'introduction, dans toutes les écoles de la Communauté, d'une telle Histoire Européenne? A travers elle, faire découvrir à la jeunesse l'interdépendance du destin de chaque pays; relever jusque dans les relations conflictuelles de notre passé les similitudes des usages, des traditions, des idées; rectifier au passage quelques unes des plus grossières déformations historiques dictées par le chauvinisme; dégager l'instinctive conscience, en chacun de nous, de notre appartenance commune à un des grands courants de l'humanité... Voilà de quoi cimenter l'idée européenne dans les jeunes esprits, y développer et au besoin y susciter l'amour de cette Europe que nous voulons.

J'évoquais quelques paragraphes plus haut la complexité du compromis entre l'eupéanisation et la préservation des identités nationales. A ce sujet, on sent présent à l'esprit de tous les participants à cette table ronde "l'Europe, Horizon 2000", le juste souci de ne pas voir se diluer, voire se perdre dans cette libre circulation des biens et des personnes, la diversité et l'originalité propres à chacun des membres.

Parmi les éléments à la fois constitutifs de cette originalité et susceptibles de pâtir d'une immersion dans l'ensemble, j'aimerais en reprendre deux.

Dans le nom composé du premier, l'agriculture, il me semble que la seconde partie doit être entendue dans l'acception la plus noble. Il s'agit en effet d'une des plus anciennes activités de l'homme civilisé, abandonnant le nomadisme guerrier pour se fixer sur un sol nourricier qui devient patrie. Héritière de traditions millénaires, tributaire des particularités climatiques et géographiques de chaque pays, cette activité en constitue aussi la mémoire la plus authentique.

A ce titre, elle mériterait largement sa survie, pourtant battue en brèche toujours davantage par le progrès scientifique, l'industrialisation et l'urbanisation.

Aujourd'hui, la concurrence internationale veut imposer le démantèlement de l'agriculture communautaire considérée comme un bastion du protectionnisme. Mais quoi de commun, par exemple, entre les immenses champs de blé ou de maïs d'un fermier du Middle-West d'une part, et d'autre part quelque lopin de terre de l'Oesling sur lequel se succèdent des générations de tenaces cultivateurs?

Sous couvert d'une impossible égalité, doit-on laisser ce lopin – avec telle parcelle de seigle accrochée au flanc des Alpes, avec des millions d'autres dans la Communauté – doit-on laisser cette nature disciplinée revenir à la brousse originelle, et leurs anciens cultivateurs, déracinés, venir encombrer toujours davantage les banlieues des métropoles ?

Il devrait être possible de maintenir sur ses terres par des avantages appropriés cette population déçue, et la Communauté devrait savoir se montrer suffisamment ferme, vis-à-vis de ses partenaires commerciaux, pour imposer pareille politique... Un argument de poids en faveur de celle-ci, d'ordre commercial, ne serait-il pas la préservation du terroir, de la production régionale de qualité, que n'égalera jamais la production de masse meilleur marché?

Une autre richesse à préserver, plus précieuse encore parce que véhicule de toute culture, c'est la langue parlée dans chaque pays. "Horizon 2000" ne s'y trompe pas, le Tour de Table lui accorde une large place dans ses préoccupations.

Pour moi, la langue est à considérer sous deux aspects: elle est le moyen de s'exprimer, et également celui de se faire entendre. Et il me semble que dans l'état présent, la manière dont le Luxembourg maîtrise cette double exigence est exemplaire.

A de rares exceptions près, l'homme ne s'exprime complètement que dans la langue dont la musique – car c'en est une – l'a bercé dès sa naissance, dont les mots lui ont apporté la première clé à la magie du signifiant, et par là le moyen de désigner objets ou personnes, même absentes de son champ visuel, et tout de suite après – ô miracle! – même les abstractions.

On ne discute plus l'existence d'un génie propre à chaque peuple, pas plus qu'on ne doute que sa langue en soit à la fois une source et un véhicule privilégié. Restreindre l'usage d'idiomes régionaux, soit par une politique même contraignante en faveur d'une langue plus répandue, c'est porter une atteinte plus ou moins grave à ce génie particulier.

C'est la raison pour laquelle – et c'est là où je voulais en venir – la sauvegarde de sa langue propre devrait être pour chaque pays un droit intangible, d'autant plus digne de respect qu'elle se trouverait en état d'infériorité vis-à-vis des langues plus puissantes de ses voisins. Il me semble qu'en dépit de la sacro-sainte liberté de circulation des personnes, et de leur accès à toutes les professions, celles ayant trait à l'éducation de la prime jeunesse – préscolaire et scolaire – devraient pouvoir être réservées à des autochtones. Je crois que si j'étais un "vrai" Luxembourgeois, je m'accrocherais à cette exigence.

Il se trouve qu'au Luxembourg, en vertu d'une politique traditionnelle que j'admire profondément, la sauvegarde de sa particularité linguistique – en dépit de la portée très relative de celle-ci – ne serait en rien préjudiciable au besoin de

se faire entendre d'une audience aussi étendue que possible, le second volet de la notion de langage. Sans parler même de l'anglais pourtant si répandu, un Luxembourgeois doit à son système d'instruction d'être pratiquement trilingue, sa propre langue complétée par l'allemand et le français. Et j'en sais quelque chose, mois à qui trois ou quatre jours par an ne suffisent guère à recouvrer du luxembourgeois l'usage presque courant acquis dans mon adolescence. Mes amis, mes anciens condisciples se font un devoir courtois – et je le crois, également un plaisir – de me faciliter mes relations avec eux en m'entretenant en français.

Mais il est temps, en conclusion, d'en revenir à mon propos du départ, traitant de cette "Europe, Horizon 2000": je l'appelle de tous mes vœux, je la souhaite unie et forte, mais particulariste également.

*En un mot, une fédération.*

Jean DAVID



*Agape après le Treppeltour*

Librairie technique et scientifique

**promoculture**

14, rue Duchscher (Place de Paris) LUXEMBOURG-GARE Téléphone 480691

Ouvert de 8.30 à 12.00 et de 13.00 à 18.30 h Fermé le lundi - Entrée libre



## RAPPORT 1989-1990

Les résultats obtenus par les élèves de l'Athénée au cours de l'année scolaire 1989-90, quoique pas encore brillants, se sont améliorés.

En VOLLEYBALL, l'équipe J.F. ISF a remporté le championnat de la LASEL et s'est qualifiée pour les championnats internationaux de l'ISF à ANTALYA en Turquie. Nos jeunes filles se sont classées 15es sur 17 participantes. L'équipe victorieuse du championnat de la LASEL était composée de MULLER Claudine, ITURRA Nancy, THEISEN Lizi, WEYCKER Félicie, JOST Catherine, WEBER Béatrice, MICHAELIS Isabelle, NOWARA Anna, FISCHER Alice et MEYERS Claude. Les responsables de l'A.S. de l'A.L. remercient tous les amis de l'A.L. qui par leur support financier ont aidé notre équipe à réunir les fonds nécessaires pour effectuer cet onéreux déplacement. (Les Anciens de l'Athénée surtout)

En GYMNASTIQUE ARTISTIQUE, notre équipe masculine a remporté une victoire. En Seniores NA GOERENS Marie-France a gagné, HÖFFMANN Jean (en cadets) et THYES Olivier en Min NA se sont classés 2es. Au challenge de l'Encouragement, GENGLER Carine et DA SILVA José se sont classés 2es.

En ATHLETISME, KNEBELER Jean-Claude a remporté le titre sur 100 m Minimes et s'est classé 2e au saut en hauteur. PAULUS Joë a gagné le lancement de poids cadets et s'est classé 2e au saut en hauteur. BEISSEL Philippe s'est classé 2e au 1000 m Minimes, TANSON Samantha a remporté deux 2es places: au poids et au 1000 m Minimes.

En BADMINTON, le duo HERTGES Janou et GOEDERT Danielle ont remporté le double SEN. NA, HERTGES Janou et WEISS Charles se sont classés chacun à la 2e place en SEN. NA.

En CYCLISME, FELTEN Mike a remporté deux victoires en Cadets.

En JUDO, BERTOLI Loïc a remporté le titre Min/Cad.

En NATATION, des titres ont été remportés par FUNCK Linda (400 m nage libre/Cadettes), VILLANYI Denise (400 m nage libre et 100 m dos Minimes), WELTER Steve (200 m brasse J/S), VILLANYI Christian (100 m papillon et 100 m brasse Minimes), RAUS Rachel (100 m papillon), GOERENS Eric s'est classé 2e au 50 m brasse pour NA J/S.

En TENNIS de TABLE, SCHMIT Nathalie s'est classée 2e en catégorie C et HENNER Pascal a remporté le titre en catégorie A/B.

Les élèves suivants ont été sélectionnés pour représenter la LASEL dans des rencontres internationales:

en FOOTBALL

MATHIEU Pascal  
SOUJANN Christophe

en TENNIS de TABLE

MARX Claude  
HEMMER Pascal

en VOLLEYBALL

ITURRA Nancy  
JUST Catherine  
MULLER Claudine

en NATATION

WEBER Béatrice  
MOOG Steve  
WOLFF Frank  
STEFFEN Laurence  
FUNCK Linda

Sur le plan interne, les championnats interclasses ont été réorganisés. Selon la nouvelle formule, ces rencontres se sont déroulées en trois catégories:

A pour les classes d'orientation

B pour les 6es et 5es

C pour les classes supérieures

En catégorie A:

06 a remporté la NATATION, le HANDBALL, le FOOTBALL  
04 le TENNIS de TABLE  
01 le BIATHLON (natation et course), le VOLLEYBALL  
et en même temps le classement général

En catégorie B:

6M3 a remporté le HANDBALL, le TENNIS de TABLE, le  
HOCKEY et le BASKETBALL  
5M1 la NATATION  
6L1 le BIATHLON  
La 6M3 est la meilleure classe de cette catégorie.

En catégorie C:

2DM a remporté le FOOTBALL  
2BLM la NATATION et le VOLLEYBALL  
1D2LM le BADMINTON  
2DFLM le BASKETBALL  
3CL le TRIATHLON  
La 2C1LM a remporté le classement général

Le BIATHLON INDIVIDUEL a été remporté par:

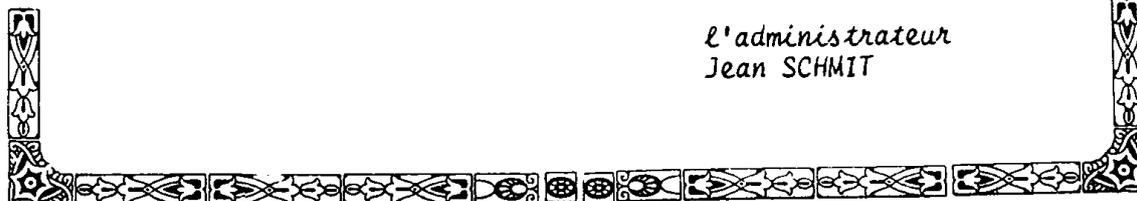
SCHOLTES Jean (1BCM) en jeunes gens

REIFF Monique (2C1LM) en jeunes filles.

Comme récompense, les membres des trois catégories victorieuses se sont vu offrir un stage nautique (Week-end) au Lac à Lultzhausen.

Espérons que la nouvelle année scolaire 1990/1991 apportera à l'A.S de l'Athénée beaucoup de réussite et bien des satisfactions.

l'administrateur  
Jean SCHMIT



CLASSIQUE

# Examen de fin d'études 1990

Section latin-langues [A]

15 élèves se sont présentés

BAMBERG Myriam de Bertrange	SCHLEICH Danielle de Luxembourg
ECKER Anne de Korpstal	SIMON Isabelle de Mamer
HOFFELT Véronique de Luxembourg	TERNES Georges de Luxembourg
JACOBY Steve de Mamer	THOMA Cléo de Luxembourg
KRIER Marguerite de Bertrange	WILWERT Françoise de Elvange
PETERS Dominique de Bertrange	WOLFF Nadine de Goebange
PRUM Agnès de Itzig	ZIMMER Jean-François de Luxembourg
MATHES Elisabeth de Leudelage	

Section latin-sciences / option mathématiques [B]

21 élèves se sont présentés

BOISSAUX Marc de Luxembourg	RACKE Nancy de Hassel
DIMMER Perry de Bofferdange	REINERT Daniel de Schouweiler
FELGEN Tom de Luxembourg	REULAND Joël de Kleinbettingen
FERRING Marc de Luxembourg	SANDT Claudine de Bech-Kleinmacher
GOEDERT Danièle de Luxembourg	SCHOLER Carmen de Bivange
JACKSON Andrew de Garnich	SEYWERT Claude de Howald
KREMER Martine de Senningen	TAPELLA Pascale de Mamer
LEMMER Jean-Marc de Lorentzweiler	WAGENER Carole de Luxembourg
MARQUES=GOMES Miguel Walferdange	WAMPACH Jeff de HEISDORF
MEYERS Christiane de Luxembourg	WELTER Tom de Strassen
NEU Manuel de Luxembourg	

Section latin-sciences / option sciences naturelles [C]

12 élèves se sont présentés

BUSCH Ségolène de Bertrange	PFEIFFER Françoise de Luxembourg
GOEDERT Carlo de Luxembourg	TAGLIAFERRI de Mamer
HEMMER Karin de Crauthem	THELEN Jean-Claude de Reckange/Mess
HENTGEN Véronique de Strassen	THEVES Caroline de Bridel
HOFFMANN Christiane de Luxembourg	VICTOR Carole de Fentange
LUCK Jacques de Luxembourg	

Section latin-sciences / option sciences économiques [D]

21 élèves se sont présentés

BELLION Laurence de Luxembourg	LEYDER Paul de Roodt-Rédange
BODSON Yves de Luxembourg	MANDER Carole de Fentange
ELCHEROTH Claudine Kleinbettingen	PUTZ Karin de Saeul
FONCK Franky de Leudelage	SCHMIT Guy de Beyren
GENGLER Olivier de Mamer	WAGENER Claude de Senningerberg
GOY Jean-Marc de Mamer	WAGENER Véronique de Luxembourg
HERRMANN Gilles de Howald	WIRTH Jean-Claude de Garnich
HERTGES Jeanne de Luxembourg	THILMANY Alain de Heisdorf
HORNICK Michèle de Dondelage	KOLB Pascale de Bettembourg
KASS Francis de Luxembourg	WALCH Nadine de Luxembourg
KIRSCH Jean-Marc de Luxembourg	THILMANY Alain de Heisdorf

Section latin-arts / option musique [F]

1 élève s'est présenté

FLEMMING Danielle de Alzingen

Section langues vivantes [A]

11 élèves se sont présentés

BREMER Claudine de Luxembourg  
GOERENS Marie-France de Roedt  
KINNEN Manon de Lorentzweiler  
MAAS Anne de Weiler-la-Tour  
DELFEL Annick de Howald

RISCH Marielle de Kahler  
WAMPACH Danièle de Heisdorf  
ZEPP Jean de Luxembourg  
ADAM Daniel de Howald  
JAEGER Nathalie de Luxembourg

Section langues vivantes-sciences / option mathématiques [B]

7 élèves se sont présentés

DEITZ Tom de Luxembourg  
EMERING Luc de Schouweiler  
KINSCH Alain de Bettembourg  
KUHNE Magnus de Bridel

RIGONI Christina de Fentange  
SCHUMACHER Guy de Howald  
THEISEN Jacques de Luxembourg

Section langues vivantes-sciences / option sciences naturelles [C]

17 élèves se sont présentés

EWEN Paul de Luxembourg  
JOACHIM Christian de Bivange  
KINN Sonja de Fentange  
LESCH Simone de Howald  
MALLER Jeanne de Luxembourg  
PICARD Yves de Bettembourg  
JUNG Martine de Howald  
PFISTER Laure de Luxembourg

PLETSCHETTE Alain de Harlange  
SCHMITZ Nathalie de Howald  
SCHOLTES Jean de Wiltz  
THILL Jo de Peppange  
ERPELDING André de Fentange  
SCHRANKEL Isabelle de Luxembourg  
KATER Serge de Bridel  
THOME Serge de Bettembourg

Section langues vivantes-sciences / option sciences économiques [D]

29 élèves se sont présentés

DRESCHER Philippe de Luxembourg  
FRANCK Danielle de Luxembourg  
FRANTZEN Claudine de Hellange  
HAMMEREL Bob de Howald  
HANSEN Nico de Luxembourg  
HOFFMANN Pierre de Hobscheid  
MICHELIS Marc de Hassél  
MORBY Anouk de Mamer  
MULLER Jeannette de Remerschen  
SCHAACK Christian de Luxembourg  
HUBERTY Sonja de Luxembourg  
MULLER Tom de Leudelange  
WEYLER Diande de Luxembourg

SCHACKMANN Christian de Olm  
SPELTZ Nathalie de Howald  
STAUS Guy de Luxembourg  
STRASSER Christian de Mondorf/Bains  
THELEN Carlo de Dahlem  
WELTER Carole de Bertrange  
BOESCH Sybille de Meispelt  
GAMPE Silke de Capellen  
KUFFER Pierre de Bertrange  
LINSTER Frank de Remerschen  
MEYERS Monique de Leudelange  
SANTOS Rosaria de Luxembourg  
BOESCH Sybille de Meispelt

Section langues vivantes-arts/option musique [F]

12 élèves se sont présentés

NOSBAUM Romain de Eischen  
RIES Astrid de Septfontaines  
SCHAUL Christiane de Roeser  
SCHULLER Monique de Mamer  
SCHWARTZ Chantal de Pétange

WINDESHAUSEN Claude de Wiltz  
BONERT Mady de Bourscheid  
KETTENMEYER Serge de Luxembourg  
THILL Jean-Louis de Moutfort

Meilleurs élèves 1989/1990

2 ALM	KAYSER Steve	KARGER Claud	
2 BLM	KAUFFMANN Jean-Marie	KUNZER Roplh	
2 C1LM	MAILLET Sophie	STAMMET Pasco	
2 C2LM	MEISCH Claude	SIMON Isabel	
2 DFLM	NIEDNER Annick	STEMPER Anne	WALCH Eric
2 DM	THYS Tania		
3 ALM	WEYRICH Colette	GOEDERT Carole	
3 BLM	KAYSER Nicki	SEYLER Marc	
3 CL	BLAU Sarah		
3 CM	FLAMMANG Sandra		
3 DLM	BEISSEL Pierre	EHRINGER Guy	
3 DFM	HACK Daniel		
4 ALM	BIEVER Marc	DIDLING Pascal	
4 BCM	HUBERTY Marc	ENSCH Corine	
4 C1LM	CHRISTNACH Claude	LOUTSCH Simone	
4 C2LM	MUNSCH Nadine	WARINGO Claudin	
4 DFLM	SPELTZ Pascale/	DE PRYCK Ronnie/	REQING Jean-Marc/
4 DM	KAISER Caroline		HAMEN Brigitte
5 L1	WEYRICH Camille		
5 L2	THILL Stéphanie		
5 M1	SCHMIT Christian		
5 M2	HEMMER Pascale		
5 M3	MASSAR Danielle		
5 M4	FEIS Sylvie		
6 L1	DE BOURCY Alain		
6 L2	VILLANYI Christian		
6 L3	HENGEN Danièle		
6 M1	THOMA Tania		
6 M2	ENSCH Marie-Anne		
6 M3	HEUSER Eva		
6 M4	LIMPACH Thierry		
0 1	BERTOLI Loic		
0 2	TANSON Samatha		
0 3	GNAD Myriam		
0 4	BRANDENBOURGER Céline		
0 5	LEGIL Tom		
0 6	ENGEL Caroline		
0 7	MICHAUX Christian		

Primes aux meilleurs élèves :

division supérieure :

KAUFFMANN Jean-Marie	2 BLM
NEU Manuel	1 BL

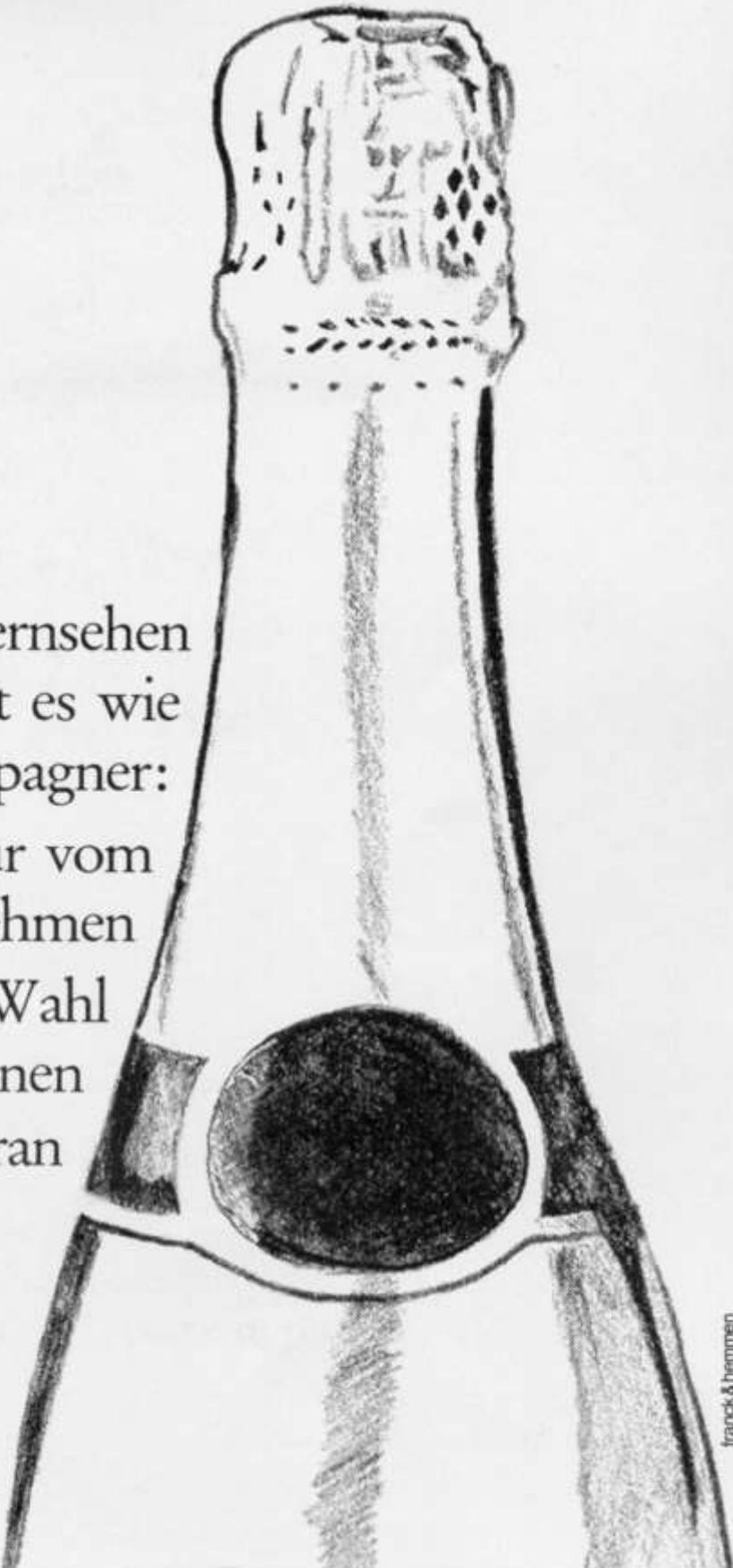
division inférieure :

LEGIL Tom	0 5
MAURER Yves	0 3

Prix des ANCIENS de l'ATHENEE aux meilleurs élèves des cours de physique

en 11e :	2 BLM	FISCHER Aline
	2 C1LM	STAMMET Pascal
	2 C2LM	DUSCHERER Katia

EXAMEN D'ADMISSION en classe d'orientation : 160 élèves ont été admis



Mit dem Fernsehen  
ist es wie  
mit Champagner:  
Man soll nur vom  
Besten nehmen  
Die Wahl  
erleichtert Ihnen  
Télécran

Im Abonnement  
ist Télécran  
28% billiger!  
Anruf genügt.  
Telefon: 49 93 282



une de nos agences  
est dans  
votre voisinage

**Banque Générale  
du Luxembourg**

---